

Université de Paris-Sud - Faculté Jean Monnet

Les Réseaux d'Economie Solidaire, une Alternative Viable au
Système Agroalimentaire Mondialisé ?

Etude de Cas - Réseau « Arcipelago Sicillyàh »

Mémoire de Recherche pour l'obtention du
Master en Etudes Internationales – Développement Agricole Durable
à l'Université de Paris-Sud, France

Présenté par Ramón MORALES BALCAZAR

Sous la direction de Monsieur Giuseppe Timpanaro
Maître de Conférences de l'Université de Catane

Paris, Septembre 2013



Centro
Interuniversitario
di Ricerca Per lo
Sviluppo sostenibile



Aux âmes généreuses qui j'ai trouvées sur la route

Indice

Introduction	4
Chapitre I. Le système agroalimentaire mondialisé	6
La mondialisation, un phénomène multidimensionnel	6
Le développement des technologies et la mondialisation financière	7
Le rôle des états dans la libéralisation des marchés.....	8
Constitution du système agroalimentaire	9
Caractérisation et acteurs des systèmes agroalimentaires mondialisés	11
A qui vont les bénéfices la mondialisation de l'agriculture ?.....	14
Chapitre II. L'Ecole de l'Economie Civile (Scuola di Economia Civile, SEC)	17
Réciprocité, Rationalité et Bonheur (Publique).....	18
Critique à la Rationalité	19
L'Economie Civile et la tradition anglaise.....	20
L'Economie Civile face à la Mondialisation	24
Entreprise et Consommateurs Civils.....	26
Chapitre III. L'Action Civile pour Une agriculture Environnementale et Socialement Durable	29
Une Nouvelle Vision pour la Participation Citoyenne	29
Vers la relocalisation de l'agriculture	30
(Ré)Inventer une Agriculture Durable et Citoyenne	35
Chapitre IV. Les Réseaux d'Economie Solidaire en Italie	37
L'Economie Solidaire et la Réalité Italienne, la Vision Civile	37
Les Groupes d'Achat Solidaire (Gruppi di Acquisto Solidale – G.A.S)	39
Les Réseaux d'Economie Solidaire	41
Le Réseau « Arcipelago Sicillyah »	43
Consortium Le Galline Felice.....	44
Chapitre V. Présentation d'Etude de Cas – Réseau d'Economie Solidaire « Arcipelago Sicillyah »	46
Problématique.....	46
Méthodologie.....	46
Résultats.....	48
Conclusions	53
Bibliographie	55
Anexes	57

Introduction

La présente étude a été conçue avec l'objectif de mesurer la viabilité des Systèmes Agroalimentaires Localisés, SYAL (Muchnik, 1996), en tant qu'alternatives aux marchés mondialisés, à travers l'étude des expériences des producteurs et consommateurs au sein de l'association d'économie solidaire italienne « Siqillyàh ». Son objectif général étant de reconnaître la pertinence des systèmes agroalimentaires alternatifs comme réponse à la crise économique et environnementale actuelle, cette étude posait la nécessité d'une recherche bibliographique et d'une enquête de terrain afin de comprendre l'organisation, le fonctionnement, les bénéfices, les difficultés et enfin la viabilité économique de tels systèmes.

Cependant, durant la réalisation de la première étape de recherche bibliographique avec le tutorat du Centre Inter-universitaire de Recherche pour le Développement Durable à l'Université de Rome La Sapienza, des nouvelles questions sont apparues face au constat que l'expérience du réseau « Siqillyàh » s'inscrivait plutôt dans un phénomène de plus grande ampleur, répandu en Italie et dans le monde entier. Il s'agissait ainsi de l'émergence d'un nombre croissant d'initiatives citoyennes cherchant à donner des réponses locales face à la présence et aux impacts du modèle agroalimentaire mondialisé, à partir des principes de l'économie solidaire.

Cela a impliqué de relever le défi permettant de trouver une nouvelle approche afin d'interpréter tant les aspects économiques que la dimension locale de la réalité qui ferait partie de l'étude sur le terrain. Avec l'assistance du Professeur Saverio Senni¹ de l'Université de la Tuscia, une nouvelle approche théorique a alors été intégrée à cette recherche, celle de l'Economie Civile (Bruni et Zamagni, 2004). Ensuite, la définition de la méthodologie

¹ Professeur Saverio Senni, expert en Economie et Politiques Agraires, Directeur du Master en Agriculture Etico-Sociale à l'Università degli Studi della Tuscia et Fondateur de IDEA 2020, Innovation and Development for Agriculture de l'Università degli Studi della Tuscia. URL : <http://www.idea2020.eu>

ainsi que le travail de terrain ont été guidés par le Professeur Giuseppe Timpanaro² de l'Université de Catane (Sicile).

Ce rapport essaye ainsi de donner une vision synthétique de ce que c'est le système agroalimentaire mondialisé, comment il s'est constitué au fil des dernières décennies et quelles sont ses portées dans la société civile et plus particulièrement sur la petite agriculture, en contraste avec les propositions nées au sein des organisations civiles qui s'opposent à un système qui semble menacer la durabilité écologique et sociale de notre société.

A travers la présentation des résultats de l'enquête de terrain de deux mois réalisée dans le sud de l'Italie, cette étude nous permettra de nous approcher de la réalité d'une initiative citoyenne d'économie solidaire, pour ainsi pouvoir comprendre un phénomène de transformation sociale qui commence à faire partie de l'agenda des gouvernements et des centres de recherche partout dans le monde.

²Professeur Giuseppe Timpanaro, Directeur du Département de Gestion des Systèmes Agroalimentaires et Environnementaux de l'Université de Catane. URL : <http://www.digesa.unict.it>

Chapitre I. Le système agroalimentaire mondialisé

La mondialisation, un phénomène multidimensionnel

Bien que la mondialisation soit reconnue comme un phénomène de caractère notamment économique, elle touche toutes les sphères de la société humaine. C'est ainsi que l'on constate de plus en plus une préoccupation des divers secteurs de la société civile tels que les groupes de défense des droits des travailleurs et paysans, de l'environnement ou même des entreprises qui participent au commerce équitable, réunies dans des instances telles que le Forum Social Mondial.

Il existent trois définitions plus ou moins acceptées pour la mondialisation ; 1) la multiplication et l'intensification des échanges économiques, politiques, sociaux et culturels entre les personnes, 2) la tendance vers l'application universelle des pratiques économiques, institutionnelles, légales, politiques et culturelles, et 3) l'émergence d'externalités importantes du comportement des individus et des sociétés envers le reste du monde³. Ces définitions nous permettent de comprendre la portée d'un phénomène qui touche toutes les sphères de la vie des hommes et qui comporte la mise en compétition des systèmes économiques et sociaux⁴, c'est-à-dire, « l'application universelle des pratiques économiques » et une homogénéisation des pratiques culturelles, telles que l'alimentation.

Le système économique mondialisé n'a pas été produit de manière instantanée. Il s'agirait plutôt « d'une diffusion progressive du capitalisme à l'échelle de la planète entière » qui entraîne l'émergence « d'économies-monde ». D'ailleurs, la logique du capitalisme marchand⁵ entraîne la conduction du phénomène de la mondialisation sous une logique de domination (Carroué, 2006). La loi du marché est censée modeler les sociétés selon la compétitivité, c'est-à-dire l'adaptation aux règles imposées par les plus forts.

Cette propagation aurait pris successivement les formes d'un capitalisme marchand pendant les grandes « découvertes », puis d'un capitalisme industriel résultant de la révolution

³ International Food Policy Research Institute

⁴ Laïdi, 2001

⁵ Jacques Adda, *La Mondialisation de l'Economie*, 2007

industrielle et des colonisations du XIXe et XXe siècles, et enfin d'un capitalisme financier développé notamment dans les trois dernières décennies du XXe siècle, soit le modèle dominant actuel. Pour Joseph Stiglitz⁶, la matérialisation de ce dernier se déclencha au Royaume Uni sous le mandat de Margareth Thatcher, et parallèlement aux Etats-Unis pendant l'administration de Carter. Parallèlement, les pays en développement s'alignaient progressivement au nouveau système. Les dictatures latino-américaines des années 70 et 80, et les plans d'ajustement structurel de la Banque Mondiale ont préparé la scène internationale à la libéralisation des économies à travers la privatisation des entreprises et des services publics. Egalement avec l'entrée des capitaux multinationaux par la voie des constitutions et lois *ad-hoc*, qui n'ont pas trouvé de contestation jusqu'à la récupération des démocraties deux ou trois décennies après et les manifestations dans les pays après l'échec des mesures libérales.

Le développement des technologies et la mondialisation financière

La mondialisation, telle que l'on la connaît aujourd'hui, s'expliquerait par la consolidation du capitalisme financier transnational. Ce système a été décrit par Chesnais⁷ comme un système économique où « des groupes industriels bénéficient des effets combinés de la libéralisation et de la déréglementation des échanges et des mouvements de capitaux et de la technologie pour faire peser sur leurs salariés la menace de délocaliser leurs sites de production vers les pays où la main d'œuvre bon marché et les salariés sont peu ou pas protégés ». C'est ainsi que le concept de mondialisation financière devient un complément apportant des éléments essentiels aux analyses critiques de la mise en place des politiques sociales et économiques néolibérales des dernières décennies, et le support technique la base pour une révolution appuyée sur les secteurs du transport (logistique) et les technologies d'information. Des transports plus efficaces en argent et temps ont accéléré boosté les échanges des marchandises, tandis que l'évolution des télé-communications a créé

⁶ Joseph Stiglitz, *Globalisation and its discontents*, 2002

⁷ CHESNAIS, F., *La Finance Mondialisée*, La Découverte, 2004

l'environnement à la naissance d'un système financier complexe, permettant la réalisation d'opérations de forme instantanée et à échelle globale. (Giddens, 1992)⁸.

Du point de vue de l'agriculture, les nouveaux moyens de production issus de la grande industrie concentrée et le développement des biotechnologies ont révolutionné les conditions de production et d'échanges dans les pays développés. La réduction des besoins de main d'œuvre a été accompagnée par l'agrandissement incessant d'un nombre réduit d'exploitations (Mazoyer et Roudart, 2002). Dans les pays en développement, il y a eu aussi une concentration des exploitations qui n'a fait qu'accentuer les inégalités déjà existantes. En Amérique Latine, par exemple, le « latifundisme » et le « minifundisme » ont perpétué des politiques économiques et agricoles défavorables à l'agriculture paysanne et à la création des systèmes de production durables.

Pour expliquer la convergence de tous ces éléments dans un système économique mondialisé, Manuel Belo Moreira⁹ fait le point sur l'impact de la déréglementation, de la libéralisation de l'Etat et des changements opérés par les multinationales. Il remarque que ces dernières profitent d'un environnement propice à l'acceptation des lois de marché comme régulateur naturel de l'économie, et donc d'une diminution du pouvoir de l'Etat ou d'une quelconque entité publique intervenant dans la dynamique des échanges et flux des capitaux libérés. Bien au contraire, ces entités agissent parfois comme canaliseurs des intérêts privés dans la sphère politique locale et internationale. En effet, les groupes multinationaux ont accumulé un immense pouvoir leur permettant même d'influer sur les décisions politiques tant à niveau national comme globale ». (Giddens, 1992)

Le rôle des états dans la libéralisation des marchés

Bien que l'on parle d'une diminution du pouvoir public pendant le processus de libéralisation économique de ces dernières décennies, les gouvernements, notamment des pays dominants¹⁰, ont réagi d'une manière qui pourrait paraître contradictoire : il existe un

⁸GIDDENS Charles, *The Consequences of Modernity*

http://pol.atilim.edu.tr/files/kuresellesme/kitaplar/The_Consequences_of_Modernity.pdf

⁹MOREIRA M., "Agriculture and food in the globalization age" – Université de Lisbonne

¹⁰Notamment les pays du G8 (États-Unis, Japon, Allemagne, France, Royaume-Uni, Italie, Canada et Russie)

écart entre le discours appliqué aux PED à travers les organismes internationaux comme la Banque Mondiale et l'Organisation Mondiale du Commerce, et les mesures de libéralisation de leurs propres économies. Ces décisions sont en effet le résultat d'une volonté explicite, c'est ainsi que les gouvernements des pays riches sont souvent impliqués dans la création des politiques de protection ou même de soutien de leur agriculture et de leurs secteurs industriels stratégiques. Pour illustrer l'implication des gouvernements dans le succès économique des entreprises, il suffit d'observer les « Champions Nationaux¹¹ », qui jouissent d'un traitement spécial de la part des gouvernements, justifié par l'intérêt national de leurs opérations dans les marchés mondiaux, ou les grands lobbies de l'agrobusiness aux Etats-Unis et en Europe lors des négociations multilatérales¹².

Constitution du système agroalimentaire

Les trois dernières décennies du XXe siècle auraient donné les conditions à la naissance d'une classe capitaliste transnationale déterminante dans la modélisation du système économique actuel. Cette classe serait composée par les actionnaires, les bureaucrates et politiques, les cadres et les élites consuméristes¹³. Dans le champ de l'agriculture, cette transformation se traduit dans la naissance d'un grand système agroalimentaire, fortement spécialisé, qui vient à remplacer progressivement les systèmes agricoles traditionnels et locaux. Dans ce système, les grands groupes de l'agrobusiness¹⁴ fournissent des grands centres urbains à échelle globale dans un système basé sur la flexibilité et la production de masse. Dans cette perspective, comme il a été mentionné auparavant, les gouvernements s'engagent à « booster » la compétitivité nationale, tout en intensifiant le protectionnisme (exclusivement dans les pays dominants) des secteurs agricoles, et en assurant des débouchés pour les surplus d'une agriculture fortement subventionnée¹⁵. Un système global basé sur le

¹¹ NEVEN Damien, "Ownership, performance and national champions" - <http://ec.europa.eu/dgs/competition/economist/opnc.pdf>

¹² Sajal Lahiri, and Howard J. Wall "Cross-Border Lobbying and External Tariffs in Preferential Trading Agreements" http://www.wto.org/spanish/res_s/publications_s/wtr11_forum_s/wtr11_3may11_s.htm

¹³ Leslie Sklair "Democracy and the Transnational Capitalist Class" (2002) <http://www.uni-muenster.de/PeaCon/global-texte/r-m/144sklair.pdf>

¹⁴ Selon John H. Davis et Ray Goldberg professeurs à Harvard, « L'Agrobusiness est un concept économique qui prend en compte l'ensemble des opérations impliquées dans la fabrication et la distribution de produits agricoles. ».

¹⁵The Global Restructuring of Agro-Food Systems

libre échange et la libre circulation du capital nécessite des politiques et des institutions pour son développement, mise en place pour servir son son acceptation et consolidation. De ce point de vue, tant les Etats que les multinationales de l'agrobusiness sont responsables de la reconversion du système agroalimentaire vers sa mondialisation.

Du point de vue des relations internationales, cette « structure » a été matérialisée lors des négociations du GATT et de l'OMC, après un débat concentré autour de trois grands « piliers » : les mesures touchant l'accès aux marchés, soit les tarifs douaniers, les soutiens internes, et les divers types de subventions aux exportations. Avec certaines difficultés dues notamment à la sensibilité des mesures concernant l'agriculture, l'accord donnant lieu à la création de l'OMC a été signé le 1er janvier 1995, marquant « la plus grande réforme du commerce international depuis la Seconde Guerre Mondiale »¹⁶. Cette organisation s'occupera postérieurement des matières concernant les services et la protection des droits de propriété intellectuelle, déterminant le futur du secteur agroalimentaire notamment à travers l'application progressive des brevets sur le patrimoine génétique à échelle globale, touchant directement les intérêts de milliers d'agriculteurs de toutes origines et conditions.

L'agriculture, comme le reste de l'économie mondiale, a vécu un processus de sophistication grâce aux technologies (communications, transport, génétique, mécanisation, agrochimique, etc.) et à la libéralisation des barrières au commerce et à l'investissement étranger. En effet, d'un stade nettement agricole, passant par le développement d'une agriculture artisanale puis agro-industrielle, on est arrivé à un système agroalimentaire mondial caractérisé par la naissance d'un secteur agro-tertiaire, soit « l'étape ultime d'évolution des systèmes agroalimentaires »¹⁷. Dans cette étape, le leadership est de plus en plus dans les mains des grandes chaînes de distribution, parfois au détriment des secteurs dédiés à la production, notamment ceux de petite taille et dans les pays à faible pouvoir de négociation auprès des institutions internationales fortement idéologisées¹⁸. Ces firmes

¹⁶ OMC http://www.wto.org/french/thewto_f/whatis_f/tif_f/fact4_f.htm

¹⁷ Jean-Louis Rastoin et Gérard Ghersi, "La mondialisation des échanges agroalimentaires", Économies et sociétés, 2000.

¹⁸ L'United Nations Conference on Food and Agriculture a déclaré en 1943 : « Une politique mondiale de l'alimentation exige une certaine dose de dirigisme économique. Ce dernier s'oppose à une liberté totale des échanges internationaux ». En contraste, une déclaration de la Commission sur la croissance de la Banque Mondiale montre la transformation idéologique du discours au centre des institutions internationales : « nous ne connaissons pas la recette miracle, mais nous en connaissons les ingrédients, tout au moins dans certains des pays où le développement a été le plus réussi. Et les échanges ont toujours été un de ces ingrédients », en soutien de la libéralisation des marchés des économies en développement.

fournissent des volumes plus importants dans les pays riches et commencent à faire leur entrée définitive dans les pays en développement et émergents. Pour en citer quelques exemples, *Carrefour* est présent dans plus d'une trentaine de pays, et est seulement dépassé par le groupe étatsunien *Walmart* qui renforce son entrée dans le marché du *retail* latino-américain avec l'acquisition du leader chilien de la grande distribution, *D&S*, augmentant encore sa présence internationale déjà consolidée en Chine, Inde, Japon et Afrique du Sud¹⁹. On trouve ensuite des grands groupes tels que le britannique *Tesco* et l'allemand *Metro*.

D'ailleurs, dans ce modèle, la chaîne alimentaire s'allonge dans la mesure où des fournisseurs sont disposés à vendre leurs produits à moindre prix, et que les frontières sont ouvertes à une offre mondialisée plus sophistiquée et en accord avec le mode de vie « moderne » (produits de saison toute l'année, emballages spéciaux, plats préparés, nouvelles variétés de fruits et légumes, etc.). Dans ce contexte, la valeur du produit devient subjective, « les consommateurs de produits alimentaires achètent désormais principalement du conditionnement, de la transformation, de la logistique et des services, et, à travers de la publicité, de plus en plus d'imaginaire »²⁰. Les frais de transport peuvent, par exemple, représenter un quart de la valeur d'importation de certaines denrées alimentaires de base, par rapport à 1 % à 3 % pour des produits transformés ou manufacturés²¹, et le prix moyen des aliments est constitué aujourd'hui de 20 % de matières premières agricoles, de 30 % de transformation industrielle et de 50 % de services et de marges dans les pays à haut revenu²².

Caractérisation et acteurs des systèmes agroalimentaires mondialisés

Malgré le haut degré d'internationalisation du marché alimentaire, une grande partie de la production agricole continue à nourrir les marchés « locaux ». L'International Food Policy Research Institute²³ reconnaît un système agroalimentaire mondialisé lorsque :

¹⁹ Walmart International <http://corporate.walmart.com/our-story/our-business/international>

²⁰ Jean-Louis Rastoin et Gérard Ghersi, "La mondialisation des échanges agroalimentaires", Économies et sociétés, 2000.

²¹ OCDE

²² CERAS, Recherche et Action Sociales <http://www.ceras-projet.org/index.php?id=3409>

²³ International Food Policy Research Institute

- La proportion de produits alimentaires commercialisés augmente internationalement par rapport à la production obtenue localement,
- Les engrais agricoles et l'investissement étranger se répandent à travers le monde,
- La science, la connaissance et l'information dans le système agroalimentaire deviennent aussi des biens qui sont de plus en plus focalisés à une échelle globale,
- La standardisation et les institutions impliquées dans la régulation dépassent de plus en plus les frontières nationales, à l'image des groupes multinationaux ou d'institutions publiques, comme l'OMC.
- Les goûts des consommateurs et l'industrie qui les fournissent montrent des similarités importantes entre nations et régions.
- Les externalités en relation à la santé et à l'environnement ont des impacts globaux.
- Les politiques de réduction de la faim et de la pauvreté deviennent aussi globales.

Il y a déjà une décennie, le commerce international était dans les mains de près de 38.000 sociétés transnationales et leur filiales ; le secteur devenant une sorte de dérivé des investissements, alliances et accords entre capitaux internationaux, avec le contrôle de 70% du commerce mondial (De Riveiro, 2003). Dans le secteur agroalimentaire, les cent premières firmes multinationales réalisaient en 2005 environ un tiers du chiffre d'affaires de l'industrie agro-alimentaire mondiale et les 15 leaders 19 %²⁴. Cette concentration, paradoxalement contraire aux principes de l'économie de libre marché, fait qu'une poignée de groupes contrôlent la chaîne alimentaire entière, entraînant une perte de pouvoir de la part des producteurs et des consommateurs. A l'heure de choisir quoi et comment produire et consommer, sachant qu'un nombre important de personnes au monde n'ont pas accès à une offre assez variée des produits alimentaires ni à l'information précisant la présence d'OGM ou de traces d'agrochimiques des produits achetés.

Ce système s'organise autour de trois grands secteurs : production, distribution et spéculation. Moreira²⁵ en propose une typologie qui nous permet de mieux comprendre la nature des activités inhérentes à chaque secteur, pour ainsi déduire La manière dont les

²⁴ CERAS, Recherche et Action Sociales <http://www.ceras-projet.org/index.php?id=3409>

²⁵ Moreira, "Agriculture and Food in the Globalization Age". Technical University of Lisbon, Portugal

intérêts des parties prenantes peuvent aller à l'encontre des droits des agriculteurs et des consommateurs du monde entier :

Activités	Rôle	Principaux acteurs mondiaux
Production	Entreprises qui interagissent avec la main d'œuvre, l'organisation de la production, les questions de gestion et marketing, et qui assument les risques productifs et commerciaux	Nestlé, Unilever, Kraft Foods, Cargill Danone and Parmalat. Filières qui font le lien avec d'autres firmes en aval de la chaîne alimentaire, tels que les agrofournisseurs Monsanto / Cargill et Novartis /ADM
Commercialisation	Ces groupes échappent aux risques de production et de commercialisation en transférant ces risques par des unités productives locales. Ils ne gèrent pas de main d'œuvre ni les problèmes de gestion ou marketing. Leur majeure source de profits dérive de leur pouvoir et de leur position dans le marché, ce qui leur permet par exemple de payer leurs fournisseurs dans les 60 à 90 jours.	Avec Wal-Mart à la tête de liste, Carrefour, Auchan, Tesco, Sainsbury, Ahold, Tengelmann, Metro Group et LIDL. En Amérique Latine, les groupes CENCOSUD et Pão de Açúcar. Chaînes de restauration privée, Mc Donalds, KFC, Pizza Hut, Domino's ; et de restauration collective, Sodexho (France) et Compass (Royaume Uni) ²⁶
Spéculation	Entreprises que ne s'occupent pas ni de la production ni de la commercialisation et donc qu'échappent les risques respectives. D'ailleurs, elles tirent avantage des technologies d'information à travers de la réduction des coûts de personnel par la voie de la délocalisation envers des pays à	Acteurs du négoce ²⁷ 1. Céréales et oléagineux Cargill - Louis Dreyfus - ADM - Toepfer - Bunge Born 2. Sucre Tate & Lyle - Cargill – EDF Man –

²⁶ CERAS, Recherche et Action Sociales
<http://www.ceras-projet.org/index.php?id=3409>

²⁷Cours :« Les acteurs du Négoce International » , Mme. Maryline Guiramand. M2DAD - Paris Sud

	bas salaires tels que l'Inde.	Gill & Duffus 3. Cacao Négociants = EDF Man – Continaf- Noble Négociants intégrés = Cargill - ADM - Barry Callebaut 4. Café Ecom – Neumann Kaffee- Volcafé (EDFMan) - Cargill
--	-------------------------------	---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

A qui vont les bénéfices la mondialisation de l'agriculture ?

Dans la consolidation du modèle décrit au long de cette étude, il est pertinent de se demander qui en sont les bénéficiaires et en quel degré. Des études menées déjà en 2005 ont démontré que malgré l'efficacité obtenue du développement technique et financier, seulement 10% du prix d'un aliment payé par un consommateur lambda est arrivé aux mains des producteurs. C'est-à-dire que l'efficacité résultant de l'avance techniques et de l'agriculture extensive ne bénéficient pas forcément aux agriculteurs inscrits dans ce système. En effet, l'agriculteur, couramment endetté avec une banque, assume le risque de la production et reçoit le paiement de sa marchandise selon les conditions dictées par la grande distribution – son pouvoir de négociation étant plus faible, et en même temps tire avantage d'un crédit implicite, puisque il fait des chiffres d'affaires avec un « capital » que ne lui appartient pas : le produit est vendu quand il n'a pas encore été payé au producteur. Selon les principes les plus durs de l'économie de marché, l'agriculteur doit être « capable » d'accéder au financement, puis de produire en quantité et en apparence²⁸ (selon des normes internationales qui ont peu à voir avec les propriétés nutritionnelles des aliments) suffisantes pour vendre et en faire des bénéfices, tout en pensant à la prochaine production, et ainsi de

²⁸ En Europe, les normes de commercialisation ont été réduites de 36 à 10 produits dont : pommes, agrumes, kiwis, laitues, chicorées frisées et scaroles, pêches et nectarines, poires, fraises, poivrons doux, raisins de table et tomates. Voir aussi : « Fruits et légumes : normes de commercialisation » : http://ec.europa.eu/agriculture/fruit-and-vegetables/marketing-standards/index_fr.htm

suite. Cette réalité est encore plus crue pour les agriculteurs de petite taille et ceux qui se trouvent dans les pays moins avancés et qui doivent concurrencer avec des produits importés, souvent subventionnés dans leur origine et obtenus des systèmes agricoles beaucoup plus productifs, ce qui leur laisse « hors de marché », donc hors du système²⁹. Ces conditions sont propices à l'abandon des activités agricoles de la part des paysans, ce qui rend à son tour plus facile la concentration des terres et le développement d'une agriculture capitaliste extensive, plus efficace, certes, mais dépendant des engrais chimiques, des pesticides, et des semences produites chez les grands sélectionneurs.

Après la deuxième révolution agricole, les inégalités des exploitations dans la plupart des pays industrialisés se sont amplifiées au fil des années, ce « développement inégal cumulatif » des moins avantagés menant à la disparition de près du 90% des exploitations familiales (Mazoyer et Roudart, 2002). C'est parce que l'agriculture extensive capitaliste ne regarde pas à la diversité de l'économie paysanne, mais à la maximisation des profits des capitaux investis à travers l'efficacité productive et les opérations commerciales, voire la spéculation. Cette logique explique le lien d'interdépendance entre ce modèle d'agriculture et les intérêts des firmes telles que Monsanto, dénoncées dans le monde entier à cause de ses pratiques monopolistiques et lobbystes, matérialisé récemment aux Etats-Unis dans la polémique « Monsanto Protection Act » ou encore en Inde avec la « Biotechnology Regulatory Authority of India (BRAI) Bill 2013 »³⁰, dénoncé par Vandana Shiva à travers l'ONG Navdanya, pour favoriser les cultures des OGM en détriment de l'agriculture paysanne et la protection du patrimoine génétique de ce pays³¹.

Le rôle joué par les pays du G8 et par les principales multinationales de l'agroalimentaire a été récemment mis en cause par plusieurs ONG - et certainement la société civile, suite au lancement de la Nouvelle Alliance pour la sécurité alimentaire³² et la nutrition en juin 2012, qui prétend de promouvoir la sécurité alimentaire dans les pays de l'Afrique

²⁹ Rapport : La mondialisation des échanges en agriculture, effets bénéfiques ? Une analyse ex post sur la base d'étude de cas, Groupe AGECO. 2007

³⁰ Navdanya's Blog <http://www.navdanya.org/blog/?p=683>

³¹ Voir aussi : « Solutions locales pour un désordre global », film de Coline Serreau, 2010

³² Article : « Le G8 et sa Nouvelle Alliance: une menace pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle en Afrique ? »
URL : <http://ccfd-terresolidaire.org/IMG/pdf/position82013.pdf>

subsaharienne à travers de l'apport de capitaux et l'utilisation d'engrais et semences fournis par les mêmes collaborateurs, et « l'adaptation » des pays favorisés aux conditions dictés par le programme.

Un autre aspect que caractérise l'agroalimentaire mondialisé est le rôle des négociants et des opérations basées sur les instruments de spéculation financière. Ces opérations se concentrent notamment dans la vente des matières premières issues de l'agriculture extensive et dans beaucoup de cas, obtenus dans des conditions de travail et commerciales inégales voir abusives, comme cela a été dénoncé lors de la constitution des premières associations de commerce équitable dans les années 80.

Pourtant la suppression de mesures de protection et la libéralisation des marchés et des capitaux a toujours été un élément central dans les programmes politiques idées pour faire les PED sortir de la pauvreté et de l'insécurité alimentaire depuis les années 80. Cela a sans doute déterminé la consolidation définitive du modèle décrit dans ce chapitre. Cependant, et sachant que cette étude n'est pas concentrée sur l'analyse des aspects idéologiques de la mondialisation, on constate à présent que les « promesses » du libre marché n'ont pas été remplies, le nombre de sous-nourris en 2012 étant de 800 millions de personnes³³.

La mondialisation de l'agriculture provoque de telles inégalités que dans la région du Punjab, connue comme le grenier de l'Inde, un adulte sur 5 souffrait de malnutrition en 2006³⁴. Bien que la persistance de la faim réponde à de multiples facteurs, internes et externes, agronomiques, économiques et institutionnels (Berthelot, 2001), l'existence d'agriculteurs qui n'arrivent pas à manger parce que le fruit de leur travail est destiné à nourrir d'autres gens ne peut passer inaperçue à nos yeux, sachant que le tiers des aliments produits chaque année dans le monde pour la consommation humaine, soit environ 1,3 milliard de tonnes, est perdu ou gaspillé au long de cette chaîne³⁵.

³³ En mars 2008, la directrice exécutive du PAM, Josette Sheeran, déclara : « Notre capacité à accéder aux gens diminue juste au moment où les besoins augmentent... Nous faisons face à un nouvel aspect de la faim, les gens sont exclus du marché de la nourriture parce qu'ils n'ont pas les moyens d'en acheter... Des situations qui n'étaient pas urgentes par le passé le deviennent maintenant.

³⁴ « 1 million de révolution tranquilles ».

³⁵ Global Food Losses and Food Waste, FAO, 2001. URL : <http://www.fao.org/docrep/014/mb060e/mb060e00.pdf>

Chapitre II. L'École de l'Économie Civile (Scuola di Economia Civile, SEC)

L'Économie Civile trouve ses racines dans le Moyen-Âge et l'humanisme civil italien des XVe et XVIe siècles. Avec l'illuminisme italien, notamment des écoles de Naples et Milan, il se développe une conception du marché basée sur les principes de la réciprocité et des vertus civiques. Selon Stefano Zamagni, son principal précurseur contemporain, ce courant de pensée a disparu au début du XIXe siècle, éclipsé par la consolidation du libéralisme classique en tant que *mainstream* officiel. Aujourd'hui, cette pensée a été reprise par l'École d'Économie Civile fondée à Florence en 2013, et est fondée sur la relecture d'auteurs tels que le napolitain Antonio Genovesi (1713-1769), auteur de "Leçons de commerce soit d'Économie Civile"³⁶, Giacinto Dragonetti (1738-1818) et Gaetano Filangieri (1752-1788), entre autres. Entre ses fondateurs se trouve l'académicien Stefano Zamagni, auteur de « Économie Civile, Efficacité, Équité, et Bonheur Public »³⁷ et plusieurs institutions du monde universitaire et de la société civile telles que « l'Institut Universitaire Sophia », la « Banque Étique » et la « Federazione Trentina delle Cooperative ».

L'Économie Civile se définit comme « une perspective culturelle pour interpréter l'économie dans sa globalité et à partir de laquelle lancer les bases pour une théorie économique différente » (Zamagni, 2004). Pour cette école, le savoir produit par l'économie ne doit pas être libéré des fonctions pratico-orientatives, d'où sa proximité aux phénomènes de la vie économique. Elle propose un nouveau rapport entre la sphère économique et sociale (marché, solidarité), c'est-à-dire, refuse le principe d'un marché éthiquement neutre, et l'idée que les interventions sur le marché soient nuisibles. Cette pensée se révèle être une rupture avec la vision commune de l'entreprise comme institution anti-sociale de Marx et Polanyi : l'économie et le marché ne sont pas vus comme des facteurs déshumanisants *per se*, soit des mécanismes destructeurs du capital social.

Les échanges basés seulement sur les prix et le contrat, affirme cette école, écrasent d'autres formes de rapports humains et minent la confiance et la tendance à coopérer naturelles des

³⁶ "Delle lezioni di commercio o sia d'economia civile", 1769.

³⁷ "Economia Civile, Efficacità, Equità et Felicità Pubblica", 2004

hommes. C'est ainsi que les principes comme l'échange d'équivalents, la redistribution, et encore le don comme réciprocité, prennent une place centrale dans une nouvelle conception de l'ordre social (Sacco et Zamagni, 2002).

Par rapport à d'autres courants alternatifs au capitalisme, cette école se détache explicitement des mouvements tels que la décroissance puisque elle n'est pas contre le marché en soit, sinon contre sa « deshumanisation », et elle voit le défi plutôt dans la récupération de son caractère civique, tout en dénonçant le *mainstream* économique hégémonique de faire croire que le marché ne peut être peuplé que par des *Homo economicus*³⁸. Par contre, on trouve des coïncidences ou encore une certaine complémentarité avec les principes de l'Economie Solidaire et de l'Economie du Bien Commun, ce qui sera analysé à la fin de chapitre.

L'Economie Civile fournit une prospective du rapport marché-société radicalement différente aux deux visions dominantes confrontées dans notre histoire récente, c'est-à-dire l'économie centralisée et l'économie de libre marché. L'expérience de la socialité humaine et de la réciprocité existent au sein d'une vie économique normale, « ni à côté, ni avant, ni après » ; les principes « autres » du profit et d'échange instrumental peuvent tout à fait trouver une place dans l'activité économique. De cette façon, l'Economie Civile restitue à la fraternité, oubliée après l'influence de l'« utilitarisme » de Bentham, un rôle central dans la sphère économique et sociale, et réfléchit sur les caractéristiques de fond de l'actuel modèle de croissance, au lieu de continuer à affronter telles questions « coup par coup », dans un discours jugé « en dessous des besoins de notre société » (Zamagni 2002).

Réciprocité, Rationalité et Bonheur (Publique)

Le principe de la réciprocité³⁹ a constitué la base anthropologique et sociale de l'Economie Civile ; dans cette perspective, les rapports entre les personnes ne sont surtout pas des « moyens » pour obtenir des avantages personnels ; « si les animaux sont sociables, alors la

³⁸ «Perché la decrescita non è la soluzione», StefanoZamagni, 2012

³⁹ « Réciprocité est le caractère de ce qui est réciproque, soit qui marque un échange équivalent entre deux personnes, deux groupes ». Larousse <http://www.larousse.fr/dictionnaires/francais/r%C3%A9ciprocit%C3%A9/67034>

condition humaine commence avec la réciprocité »⁴⁰ (Genovesi, 1824). Donc la réciprocité, la recherche du bonheur et la pensée économique sont étroitement liées. Pour l'Economie Civile, une bonne vie ne peut pas être vécue sans les autres, c'est-à-dire en rendant les autres heureux, « il est mieux d'avoir une croissance économique plutôt limitée, mais égalitaire, de manière à ce que, grâce à la présence de bonnes lois, les vertus civiles et la confiance publique puissent contrôler l'impact de la séparation des intérêts économiques de la société »⁴¹. C'est l'élément distinctif de l'Economie Civile, qui à la différence des écoles anglo-saxonnes, ne met pas les facteurs productifs au centre du développement économique, mais plutôt l'homme, sa créativité et son intelligence, et qui l'aurait « marginalisée » suite à la consolidation de l'Angleterre et de la France comme les patries de la science économique officielle, laissant les auteurs italiens (Ecoles de Milan et de Naples) dans une deuxième catégorie⁴².

Critique à la Rationalité

La disparition des principes proposés par l'Economie Civile aurait donné lieu aussi à une sorte de réductionnisme de la pensée économique, qu'identifie la rationalité avec la sphère du choix rationnel, « comme s'il n'existait que l'action rationnelle » (Zamagni, 2004). Il est très important de comprendre cette évolution puisque dans cette perspective, les limites de la rationalité se trouvent dans l'intentionnalité des actions. Par conséquent, les actions qui émanent de dispositions comme la réciprocité pourront être jugées comme irrationnelles. Cette conception des actions humaines est certes limitée, et empêche une analyse plus large du système économique actuel, puisque les actions humaines peuvent être déterminées par d'autres raisons que la seule intentionnalité.

Un autre aspect critiqué par l'Economie Civile moderne est le réductionnisme qu'identifie bonheur à celui d'utilité logique, le produit étant « l'idiot social », c'est-à-dire un individu qui agit selon la seule perspective utilitariste, sans se rendre compte que pour mieux réussir à tirer profit des choses, il doit manipuler, systématiquement et explicitement, les

⁴⁰ Cité dans « *Economia Civile* » de L. Bruni et S. Zamagni, 2004

⁴¹ Gian Domenico Romagnosi, Juriste, philosophe et physicien italien de la fin du XVIIIe et du début du XIXe siècle

⁴² Zamagni, 2003

comportements et les choix des autres sujets, et d'aller contre, enfin, la même possibilité de réalisation des propres intérêts, dans une sorte de « dilemme du prisonnier », de l'environnement au trafic, aux nouvelles formes de dépendance (Zamagni, 2004). La rupture avec cette utilitarisme permettrait aux individus de sortir du cycle du consumérisme, et à chercher le bonheur à travers des expériences non marchandes, gratuites. Mais si pour l'Economie Civile c'est seulement grâce à l'absence d'instrumentalisation et par la présence de gratuité qu'un grand nombre d'interactions sociales et de décisions existentielles acquièrent sympathie ; la culture de la modernité, en rendant subjectives les valeurs ou les portant à des niveaux des préférences individuelles sous une vision relativiste de la liberté, a érodé le fondement relationnel des valeurs. Par conséquent, ce dernier a fini par acquérir une dimension de plus en plus privée. C'est autant dans la confusion entre utilité et bonheur et la négation des capacités limités de l'économie que dans sa simplicité de préceptes que se révèle inopérante à l'heure d'expliquer l'ensemble des interactions humaines.

L'Economie Civile et la tradition anglaise

A l'époque de la naissance de l'Economie Civile au XVIIe siècle, les économistes Adam Smith et Antonio Genovesi « essayaient de concilier, chacun de leur côté, la tradition classique de l'Humanisme Civique avec la société commerciale émergente »⁴³. Cependant, la conception de la relation entre le marché et la société civile des deux courants prendront des chemins différents. L'essence de la pensée anglo-saxonne sera très bien illustrée dans la phrase de Smith « Ce n'est pas de la bienveillance du boucher, du brasseur ou du boulanger que nous attendons notre dîner, mais plutôt du soin qu'ils apportent à la recherche de leur propre intérêt. Nous ne nous en remettons pas à leur humanité, mais à leur égoïsme »⁴⁴. La motivation égoïste dans l'agir économique de l'homme s'oppose diamétralement aux idées de l'Economie Civile.

⁴³ Luigino Bruni, *Civil Happiness, Economics and human flourishing in historical perspective*, Ed. Routledge, 2006

⁴⁴ « Recherches sur la nature et les causes de la richesse des nations » http://hassibacherifi.yolasite.com/resources/Adam_%20Smith_%20richesse_nations.pdf

Pour Smith, l'existence d'une société commerciale « qui permet aux mendiants d'entrer dans le marché » porte une sorte d'amitié moralement supérieure, des conditions pour des relations basées sur la « sympathie naturelle » et libérée de la nécessité des moins favorisés, un outil pour s'émanciper de la bonne volonté des autres citoyens. Il voit aussi le marché comme un instrument civil et civilisant ; « chaque fois que le commerce est introduit dans un pays, avec lui arrivent aussi l'honnêteté et la ponctualité ». Ce qu'il cherche n'est pas une société axée sur le marché, mais une qui s'en serve pour réussir un tel progrès, matériel, certes, mais aussi moral.

La réciprocité constitue pour l'Economie Civile le principe qui ordonne l'intérêt de l'homme et donc qui l'oblige à rester « honnête » dans les transactions et les échanges, et bien que la conception du rapport entre confiance, vertus civiles et développement économique restent similaires en substance entre ces deux auteurs, c'est le rôle marginal joué par la réciprocité dans la théorie économique de Smith qui détermine la séparation définitive de deux écoles⁴⁵. Deux siècles plus tard, la SEC critiquera une lecture « partielle » des théories de Smith, puisque ce dernier, bien qu'ayant mis le point sur l'égoïsme de l'homme et sa tendance à trafiquer et à échanger, a aussi reconnu dans son discours le rôle essentiel de l'Etat dans la création des conditions d'égalité entre les acteurs du marché. C'est l'élément « oublié » par les néolibéraux de l'Ecole de Chicago qui ont préconisé la dérégulation totale des marchés depuis la deuxième moitié du siècle dernier.

La « Disparition » de la Réciprocité et l'Utilitarisme

Le *mainstream* s'éloigne du principe de la réciprocité, notamment à partir du XIXe siècle, sous l'influence de certains penseurs tels que Hegel, selon qui la société civile devient « société commerciale ». Donc avec la fin du civil, société civile et commercial se confondent, restant séparées de la politique. Dans cette nouvelle conception de la société, les rapports entre les sujets seraient interprétés comme des actes purement auto-intéressés, puisqu'ils seraient fondés sur le principe du « but égoïste ». L'individu de la société civile est donc le particulier, et l'être du besoin et de sa satisfaction tel qu'il est étudié dans la société

⁴⁵ Zamagni, 2004

civile, un « mélange de nécessité naturelle et de volonté arbitraire ». Ces nouveaux individus, les particuliers, sont « des personnes privées ayant pour fin leur propre intérêt, (...) L'individu poursuit son propre but ou but égoïste »⁴⁶. C'est ainsi que la société civile, conçue jusqu'à Locke et Smith comme un synonyme de société politique, est réduite aux rapports économiques instrumentaux, et la préoccupation du bien commun est livrée à la politique, cette dernière devenant le seul lieu public dans lequel les actions non-égoïstes est pro-sociales pourraient trouver une place sous la forme d'un « Etat éthique », qui aurait la responsabilité d'intervenir dans les conflits ou imperfections propres à la société de marché. Ces observations nous portent directement au modèle économique aujourd'hui en crise, un modèle où les entreprises profitent d'une liberté d'action sans précédents à l'échelle globale pour satisfaire les besoins homogènes d'une société hédoniste et consumériste en expansion, et où l'Etat providence s'affaiblit à chaque crise, laissant la population dépourvue de la promesse implicite de différents degrés de « protection » du capitalisme moderne⁴⁷.

Un autre élément à prendre en considération dans la construction de la pensée économique qui allait inspirer la future mondialisation capitaliste est le concept d'« utilitarisme » proposé par deux philosophes anglais : Jeremy Bentham (1748–1832) et John Stuart Mill (1806-1873). Les idées de Bentham répondent à un contexte économique social et économique particulier : l'industrialisation donna lieu à la naissance du capitalisme le plus dur, basé sur l'exploitation des ouvriers et l'apparition d'une pauvreté extrême dans les champs et les grands centres industriels comme Londres. Bentham cherchait à trouver une moralité universelle loin de la perspective religieuse qui pourrait être acceptée par tous. Le bonheur est entendu comme le plaisir, et le « bonheur public » la somme de tous les bonheurs individuels. Les personnes sont décrites comme « chercheuses de bonheur et de plaisir ».

De nouvelles idées continuent à nourrir la pensée économique dominante. Jevons (1835-1882), un des co-fondateurs de l'Ecole néoclassique et de la révolution marginaliste, propose dans sa « Théorie de Politique Economique »⁴⁸ l'idée que l'objet de l'économie est

⁴⁶ Philippe DUPIRE, Famille, besoin, travail et société civile chez Hegel
<http://www.u-picardie.fr/labo/curapp/revues/root/19/dupire.pdf>

⁴⁷ « Les trois mondes de l'Etat-providence. Essai sur le capitalisme moderne », Gosta Esping-Andersen, 1999

⁴⁸ Theory of Political Economy, 1871

de rendre le maximum de bonheur en achetant du plaisir au prix minimum soit avec le minimum d'effort. L'utilité d'un tel objet étant sa capacité à produire de la satisfaction, et la motivation des actions humaines étant l'individualisme et l'hédonisme, avec le développement de la pensée utilitariste, les anciennes conceptions du bonheur tendent à disparaître de l'horizon de la science économique « officielle », et avec elle le principe de la réciprocité.

Les principes « individualistes » de l'économie moderne trouvent encore une affirmation avec l'idée que l'économie, en tant que science, n'a rien à voir avec les motivations qui déterminent les activités économiques. Dans cette perspective, l'économie n'a pas besoin de la socialité car le problème économique est défini par l'individu. L'École de Cambridge affirme que le marché est conçu comme un processus de négociation, et bien que la dimension personnelle, l'empathie, et la connaissance de l'autre soient importants, chaque agent est motivé par son propre intérêt. La nouvelle société de marché sera donc composée par des hommes motivés par leurs égoïsmes, à la recherche d'un plaisir qui sera obtenu notamment à travers l'acquisition de biens. Le bonheur de chacun contribuera au bonheur public, séparément.

Pour résumer, après l'affirmation de la civilisation industrielle du XVIII^e siècle, on constate la disparition définitive de la « vision civile » du marché dans la recherche scientifique et du débat politique comme culturel du XIX^e siècle. Cela entraîne d'ailleurs une séparation entre la production et la consommation, entre l'homme travailleur et l'homme consommateur, c'est-à-dire à chacun son rôle selon sa position dans la société commerciale. Cette dynamique se réaffirme avec l'apparition de l'image du technicien et du technicien semi-spécialisé, la distinction entre rôle et personne⁴⁹ qui dans un marché moralement neutre, crée les conditions propices au développement du système économique actuel. Dans cette nouvelle société, l'individu qui entre dans le monde du travail y trouve des professions en fonction desquelles il adapte sa personnalité, voire sa façon de penser et son sens d'appartenance. Cette réalité, soit sous le modèle capitaliste ou de planification centralisée, correspond à la « dichotomie des temps modernes » (Zamagni, 2004) ou la perte du sens du

<http://socserv2.socsci.mcmaster.ca/~econ/ugcm/3ll3/jevons/TheoryPoliticalEconomy.pdf>

⁴⁹ Zamagni, 2004

travail de l'autre, accentué dans la mesure où la consommation occupe une place de plus en plus importante dans la vie des individus, transformés en « consommateurs souverains » (Moulian, 1998)⁵⁰ et irresponsables des impacts de leurs actions économiques.

Pour assurer la durabilité dans une société transformée par la mondialisation capitaliste, la SEC propose de replacer efficacité, égalité et réciprocité autour des trois sphères de l'économie : gouvernement, entreprise et société civile, et, à travers une compréhension adéquate du processus économique actuel, dépassant le caractère réductionniste d'une grande partie de la théorie économique contemporaine.

L'Economie Civile face à la Mondialisation

L'évolution du discours économique suite à l'abandon de la prospective de l'Economie Civile a eu, entre autres, l'effet de donner à la politique le rôle de résoudre les problèmes émanant de la logique du libre marché, et de confiner au même temps dans le troisième secteur toutes les organisations de la société civile basées sur le principe de la réciprocité. Mais les préférences des gens ne sont pas basées uniquement sur le résultat ou la satisfaction tirée des actions, mais aussi sur les fins qui les motivent. Dans cette perspective, l'hypothèse de base de la théorie économique officielle selon laquelle « goods are goods » n'est pas plausible, parce que certains consommateurs sont intéressés aussi au fin fins après un achat. Ils s'intéressent à savoir d'où viennent les biens qu'ils demandent, et comment ils ont été produits⁵¹.

En l'absence d'un lien étroit entre richesse et territoire, la mondialisation met en échec les systèmes du welfare ou Etats-providence occidentaux, menacés par les politiques d'austérité appliquées récemment dans des pays tels que l'Espagne, la Grèce et le Portugal. Dans les pays en développement, les mesures néolibérales appliquées depuis les années 80 et consolidées à travers les accords de l'OMC continuent d'entraver l'évolution envers des modèles économiques plus équitables et qui assurent une durabilité sociale et écologique.

⁵⁰ "El consumo me consume" (La consommation me consume), Tomas Moulian, Santiago, 1998

⁵¹ Zamagni, 2003

Dans le contexte économique et politique de la mondialisation, l'intérêt de l'Etat se concentre sur la souveraineté sur le territoire s'éloignant ainsi des objectifs des grandes entreprises, qui, libérées, pensent à tirer avantage de l'accès – et parfois du contrôle, des marchés internationaux. Les gouvernements nationaux soutiennent leurs grands groupes économiques et les organismes internationaux agissent selon les principes idéologiques issus d'un néolibéralisme qui trouve très peu de résistance. La société civile elle aussi continue à avoir un faible pouvoir de décision sur le fonctionnement de l'économie et la gestion des territoires, et devient de plus en plus sensible aux impacts de la mondialisation. Sur cette toile de fond, l'Economie Civile dénonce l'inopérante de la logique des « deux temps » dans lequel un Etat voit un tiers secteur, s'occupe des « imperfections » produites par un système économique, où les droits politiques et sociaux, ainsi que l'environnement, sont subordonnés à la libéralisation des marchés⁵². La SEC refuse la logique typique de l'économie de marché selon laquelle « les riches » (pays, classes sociales) font de la philanthropie avec les pauvres en se servant de la société civile et de ses organismes à but non lucratif ou non gouvernementaux, qui agissent pour soulager les effets négatifs de l'interaction sociale capitaliste, mais pas pour dénoncer ou influencer sur les causes qui les provoquent⁵³.

Comme pour Smith des conditions justes pour l'accès au marché libèrent l'homme de la bonne volonté des autres, pour l'Economie Civile, c'est le principe de redistribution qui libère la société moderne de la philanthropie. Celle-ci se produit grâce au progrès moral et à la forte capacité de considérer moralement négligeable une partie chaque fois majeure des différences entre les êtres humains⁵⁴.

Jusqu'à présent, c'est l'état qui a eu historiquement la responsabilité de limiter les écarts entre ceux qui s'enrichissent le plus par rapport aux secteurs moins favorisés dans les sociétés modernes. Dans le modèle statique de redistribution⁵⁵, ce mécanisme s'appuie sur deux grandes méthodes de redistribution : horizontale et verticale. La première vise à couvrir les risques sociaux sans importer les revenus des individus, comme la santé et les

⁵² De Rivero, 2003

⁵³ Bruni et Zamagni, 2004

⁵⁴ Rorty, 2003, Cité dans « Economie Civile, Equité... », Bruni et Zamagni, 2004.

⁵⁵ Kempf Hubert, « Inégalité, redistribution et politiques publiques », *Idées économiques et sociales*, 2008

pensions, et la deuxième à limiter les inégalités des revenus à travers des transferts des fonds ou biens, souvent obtenus sous la forme d'impôts et taxes. En France, la redistribution horizontale prend la forme de la protection sociale et l'Etat s'assure que tout le monde ait accès à des services essentiels : éducation, eau, nourriture, santé publique, etc. Avec le même but à l'esprit, la SEC propose l'intégration du principe de la redistribution à ceux de l'échange d'équivalents (ou contrat) et du don comme réciprocité. Ces principes, différents entre eux, pourraient créer ensemble les conditions pour un ordre social harmonieux et durable.

Chacun de ces principes a une justification particulière ; l'échange d'équivalents⁵⁶ permettrait une certaine efficacité, car dans une économie où les biens et les services se réalisent sur cette base, est une économie qui, sous un ensemble de conditions, arrive à assurer l'utilisation efficace des ressources et à éviter le gaspillage en tout genre. Le principe de la redistribution regarde, comme expliqué auparavant, à l'égalité. Il ne suffit pas qu'un système économique soit efficace dans la production des revenus, il doit aussi trouver la manière de le redistribuer de façon égale entre ceux qui ont contribué à les obtenir. Enfin, le rôle de la réciprocité, ou la « concrétisation de la fraternité », est celui de créer une société où la confiance, sans laquelle les marchés ne peuvent pas fonctionner, soit généralisée. Aussi, la liberté dans son sens positif, c'est-à-dire la possibilité pour chaque individu de réaliser son propre projet de vie, soit la possibilité de chercher son bonheur.

Le discours de la SEC est celui de dire qu'en tant que société, nous avons certes besoin d'efficacité, mais aussi d'égalité, et surtout aujourd'hui, de réciprocité.

Entreprise et Consommateurs Civils

L'Economie Civile cherche à constituer une voie alternative – et concrète, aux problèmes qui dérivent de la société de marché, pas seulement en mettant en évidence sa tradition et les différences de principes, mais aussi dans la mesure où elle s'éloigne de la conception typique d'économie sociale et solidaire, qui s'approche plutôt au tiers secteur de l'économie capitaliste. Une alternative viable nécessite de démontrer sa durabilité économique, sociale

⁵⁶ Principe selon lequel tout ce qui est donné ou fait reçoit une correspondance d'égale valeur

et environnementale, même si l'économie officielle n'a jamais démontré réunir ces trois aspects. Rappelons que malgré les efforts du développement durable, les grands problèmes environnementaux et de sécurité alimentaire n'ont pas vu de solution jusqu'au présent⁵⁷.

Pour la SEC, l'évaluation de « l'efficacité » d'une entreprise civile doit prendre en compte le concept des biens relationnels, c'est-à-dire les produits ou services dont le prix de marché ne représente pas leur valeur sociale. Dans ce sens, il est important de comprendre que, bien que l'efficacité économique doit exister, elle n'est pas suffisante. Dans la conception financière classique, on ne prend pas en compte les externalités (Pigou, 1932)⁵⁸ « sociales » des activités des entreprises. Dans une logique très proche de celle du développement durable, le fait de ne pas prendre en compte les effets sur l'environnement n'empêche pas qu'une entreprise soit compétitive et réalise un bon chiffre d'affaires. Bien au contraire, on peut même dire que le système économique productiviste d'une grande partie des sociétés modernes a connu sa croissance grâce à une non reconnaissance des externalités liées à l'exploitation des ressources naturelles (dont l'énergie fossile) et de main d'œuvre bon marché.

La capacité de transformation de l'Economie Civile et donc des marchés en tant qu'entité civiles, se fonderait sur l'idée de multiplicité et d'interdépendance des différentes fonctions : à partir de la production de richesse, sa juste distribution ; la constitution d'un espace où les sujets économiques non lucratifs puissent opérer librement, et enfin la fonction du marché en tant qu'espace élargi des droits des citoyens, ceux derniers appliqués pas seulement à la qualité des produits mais aussi aux procès productifs, c'est-à-dire le « quoi » et il « comment » un bien doit être produit.

Le consommateur civil ne se préoccupe pas seulement de la relation prix/qualité des produits ou services acquis, mais aussi du mécanisme et des principes utilisés pendant leur production. Dans ce sens, la SEC coïncide avec Sen dans l'idée que ce que l'agent économique, dans ce cas-là le consommateur, choisi, n'est pas forcément ce qu'il « préfère »,

⁵⁷ Les portées et limites du développement durable seront traitées dans le chapitre suivant.

⁵⁸ Pigou définit externalité comme « un effet de l'action d'un agent économique sur un autre qui s'exerce en dehors du marché »

car les choix sont guidés au-delà des préférences, par des valeurs dans la conscience du sujet et des normes sociales de la société dont il fait partie⁵⁹.

La conception de la liberté de la SEC constitue donc un refus de la conception du citoyen entre le monde public et le monde privé, et propose une vision « libérale » de l'auto-organisation sociale qui s'élargisse jusqu'au choix des règles du jeu, et même des institutions économiques, « ici l'on parle de la liberté dans son sens positif, c'est-à-dire la possibilité pour chaque individu de réaliser son propre projet de vie, soit la possibilité de chercher son bonheur (Zamagni, 2004).

Le discours de la SEC est celui de que en tant que société, nous avons certes besoin d'efficacité, mais aussi d'égalité, et surtout aujourd'hui, de réciprocité.

⁵⁹ Zamagni, 2004

Chapitre III. L'Action Civile pour Une agriculture Environnementale et Socialement Durable

Les dynamiques concernant le marché agroalimentaire mondialisé, comme on l'a vu auparavant, sont le résultat des pensées économiques dominantes et des processus historiques et politiques qui ont abouti à la constitution d'une société globale de marché fortement homogénéisée. Héritière du progrès, l'économie mondialisée se caractérise par la diminution de l'influence de l'Etat sur les questions économiques et la libéralisation des échanges et des flux des capitaux. La présence d'organismes internationaux tels que la Banque Mondiale et l'Organisation Mondiale du Commerce permet l'élargissement de son champ d'influence, avec le soutien des pays soi-disant dominants et des groupes économiques multinationaux constituant le nouvel ordre mondial (De Rivero, 2003).

Une Nouvelle Vision pour la Participation Citoyenne

L'étude de l'Economie Civile ouvre un spectre théorique pour l'étude des initiatives citoyennes qui cherchent partout dans le monde les solutions que « ni les gouvernements ni le secteur privé n'ont pu mettre en place et qui répondent à la plupart des maux de la planète » (Manier, 2012). C'est ainsi que des projets de récupération de l'écosystème, d'agriculture urbaine, de circuits courts, d'intégration sociale, entre autres, sont mis en place avec une logique de coopération et de réciprocité, remplaçant les logiques individualistes et reprenant la responsabilité déléguée dans le secteur publique il y a deux siècles. La dynamique « des deux pas »⁶⁰ et la présence d'un tiers secteur institutionnalisé, subsidiaire d'un système qui reste intouché dans ces fondements se révèlent insuffisants à l'heure de répondre aux besoins de nos sociétés.

La naissance d'une société post-consumériste et l'apparition, par exemple, des « créatifs culturels »⁶¹, ainsi que l'émergence de pensées telles que l'Economie Civile, l'Economie du Bien Commun ou encore des mouvements comme les Objecteurs de Croissance, le

⁶⁰ « Logica dei due tempi », Zamagni, 2004

⁶¹ P.Ray, 2001

Mouvement des Colibris et même de groupes revendiquant la « désobéissance civile »⁶², sont accompagnés d'un nombre de plus en plus important d'initiatives qui ont en commun la recherche d'alternatives viables à la société de marché et aux imperfections et risques de la mondialisation partout dans le monde. Il s'agit des nouvelles perspectives sur la responsabilité et la participation des citoyens comme acteurs centraux dans la recherche des sociétés durables et « orientées vers la personne »⁶³.

Ce phénomène de transformation sociale n'est pas exclusivement réservé aux pays industrialisés. Une étude privée conduite par EURO RSCG entre la population des pays tels que le Brésil, la Chine, la France et les EUA, a conclu qu'en moyenne 47% des interviewés serait disposé à changer de style de vie en faveur d'une « décélération » de la consommation⁶⁴.

Des circuits courts et des réseaux sociaux, du partage des biens, récupération des terrains pour planter des jardins « collectifs », des bibliothèques communautaires aux services participatifs, un nombre croissant d'initiatives s'inscrivent dans la volonté citoyenne d'agir, de décider quelle alimentation, quelle économie, quelle vie l'on veut mener dans ce contexte mondialisé.

Vers la relocalisation de l'agriculture

Dans le secteur agroalimentaire, des initiatives telles que le mouvement international SLOW⁶⁵ et les circuits courts témoignent dans plusieurs pays des sociétés en changement. Seules les AMAP⁶⁶ françaises se sont multipliées à un rythme exponentiel depuis sa création,

⁶² Henry David Thoreau

⁶³ « Je suis convaincu que si nous voulons être du bon côté de la révolution mondiale, nous devons en tant que nation entreprendre une révolution radicale des valeurs. Nous devons rapidement commencer à passer d'une société "orientée vers les choses" à une société "orientée vers la personne". Quand les machines et les ordinateurs, les motifs de profits et les droits de propriété sont considérés comme plus importants que les individus, les triplés géants du racisme, du matérialisme et du militarisme sont impossibles à battre. » Martin Luther King, 4 avril 1967'

⁶⁴ Etude citée dans le livre Un million de révolutions tranquilles de Bénédicte Manier, 2012

⁶⁵ Fondée par l'italien Carlo Petrini en 1986, le Mouvement Slow Food promeut une vision de la nourriture porteuse de plaisir, de culture, de traditions, d'identité, et d'un style de vie respectueux des territoires et des traditions locales. Sa devise est « Bon, propre et juste » et compte un Institut de Formation depuis 2011. <http://www.slowfood.fr/cat/slow-food/mouvement-slow-food>

⁶⁶ AMAP, ou Association pour le Maintien d'une Agriculture Paysanne a été créée en Île-de-France en 2003.

avec 260 groupes constitués en 2012, soit près 15.000 familles travaillant en coopération avec 160 producteurs en dans le pays. Aux Etats-Unis, le mouvement du « Localism » constitue lui aussi une recherche concrète d'une alternative à la mondialisation de l'alimentation et encore du système financier. Dans ce pays, en 2011, plus de 6.000 marchés « localisés » fournissent des produits d'une agriculture de proximité, soit 250% de croissance depuis 1994⁶⁷, et des mouvements tels que « Re Think Local »⁶⁸ dans l'Etat de New York, rassemblent petits commerces locaux, artistes, paysans et organisations à but non lucratif pour réintégrer la société civile aux décisions économiques. Ces mouvements sont présents et en plein croissance tant dans les pays industrialisés que dans les centres urbains des pays en développement, et représentent un refus « positif » au style de vie moderne proposant ainsi une nouvelle idée de ce que signifie « qualité de vie ». En Italie, les Groupes d'Achats Solidaire, GAS⁶⁹, nés à Fidenza en 1994, sont un mouvement fondé sur les principes du « Projet d'Economie Solidaire Participative » et la coopération entre producteurs et consommateurs. Le nombre de groupes enregistrés auprès du réseau national est aujourd'hui de plus de 900, et un nombre inconnu fonctionne en tant qu'initiatives spontanées tout au long de ce pays⁷⁰.

La montée en puissance du rôle des acteurs locaux dans l'agroalimentaire des sociétés modernes des pays industrialisés (Etats-Unis, Canada, Royaume-Uni, Irlande, Allemagne, France, Italie) et des pays en développement tels que le Brésil, l'Argentine et l'Inde, trouve ses origines dans les « Teikei » japonais des années 60 (Annexe I, Principes des Teikei). Ce modèle de filière courte a été l'inspiration de plusieurs mouvements qui se sont répandus à travers le monde dans les années 80, sous la forme des « Food Guilds » en Suisse⁷¹ et des CSA⁷² aux EUA. D'un nombre assez réduit, ces systèmes ont vécu une multiplication exponentielle durant la dernière décennie. Aux EUA, plus de 1400 CSA en 2010 permettaient aux paysans d'échapper aux risques naturels de l'agriculture sans plus

⁶⁷ « Article Home Sweet Home: The New American Localism »

<http://www.npr.org/2011/12/13/143538472/home-sweet-home-the-new-american-localism>

⁶⁸ Re Think Local, <http://www.rethinklocal.org/about/localism-101/>

⁶⁹ Gruppo di Acquisto Solidale, <http://www.retegas.org/>

⁷⁰ Ces groupes seront analysés en profondeur lors de la présentation des réseaux d'économie solidaire « Arcipelago Sicilyah » dans le chapitre suivant.

⁷¹ Associations alimentaires qui développent leur propre partenariat avec les consommateurs locaux en leur fournissant chaque semaine des produits frais (légumes, lait, œufs, et fromages) <http://hirondellederivage.fr/generalites/9-foodguilds>

⁷² Community Supported Agriculture

dépendre des banques ni de la grande distribution, tout en rendant aux consommateurs leur droit à choisir leur alimentation. En plus, un centre de recherche au sein du Wilson College, en Pennsylvanie est spécialisé dans la recherche et l'assistance pour la mise en place de ces systèmes⁷³, et le Service de Recherche du Département d'Agriculture de ce pays a publié un rapport exhaustif sur les systèmes alimentaires localisés en 2010. Dans cette étude, on observe que même le géant de la grande distribution Wal-Mart a incorporé des produits locaux, comptant 20% des produits disponibles dans ces supermarchés en été. De même, 14% des districts scolaires (School districts) participent à des programmes d'achat de produits locaux pour leurs cantines⁷⁴.

En France, ce modèle a été théorisé sous le nom de « Systèmes Agroalimentaires Localisés, SYAL » par l'équipe de recherche dirigée par José Muchnik⁷⁵ de l'INRA. Les SYAL, définis comme des « Organisations de production et des services associés par leurs caractéristiques et leur fonctionnement à un territoire spécifique »⁷⁶, sont une réponse à l'exacerbation de la crise dans les sociétés rurales, les problèmes environnementaux et alimentaires, mais aussi aux transformations occasionnées par la mondialisation des marchés alimentaires : standardisation des productions et des marchés alimentaires et détérioration de la capacité de négociation des producteurs agricoles au long de la chaîne alimentaire, dominée par les stratégies compétitives *price leadership*⁷⁷ des grands groupes présentés dans le Chapitre I.

Dans la même perspective, les jardins urbains se révèlent comme des initiatives qui constituent depuis des décennies des vraies alternatives au système agroalimentaire mondialisé. En expansion constante, ils se révèlent comme des espaces de résilience sociale pour les communautés dans plusieurs villes du monde – rappelons que la production

⁷³ Robyn Van En Center <http://www.wilson.edu/about-wilson-college/fulton/robyn-van-en-center/index.aspx>

⁷⁴ En 2010, le Département d'Agriculture des EUA publie l'étude « Local Food Systems, Concepts, Impacts, and Issues » (Systèmes Agroalimentaires Localisés, Concepts, Impacts et Difficultés), dirigé par l'économiste Stephen Martínez. Le document est disponible sur <http://www.ers.usda.gov/publications/err-economic-research-report/err97.aspx#.UiSiW9K-2So>

⁷⁵ José Muchnik, Directeur de Recherche INRA, UMR 951, Innovation, Montpellier et Coordinateur du Syal ERG (European Research Group)

⁷⁶ «Sistemas agroalimentarios localizados : evolución del concepto y diversidad de situaciones», José Muchnik. III Congreso Internacional de la Red SIAL, 21 Octubre 2006

⁷⁷ Javier Sanz Cañada et José Muchnik, « Introduction : Ancrage et identité territoriale des systèmes agroalimentaires localisés », *Économie rurale* [En ligne], 322 | mars-avril, mis en ligne le 30 mars 2013.

vivrière nourrit une part non négligeable de la population urbaine de certaines villes d’Afrique, Asie et de l’Amérique Latine. Au Brésil, par exemple, 8000 fermiers urbains produisent chaque année plus de 4000 tonnes sur 1280 parcelles⁷⁸ dans certains des plus grands centres urbains du pays : Porto Alegre, Recife, Sao Paulo, Salvador et Curitiba ; et en Sicile, au sud de l’Italie, le Consortium pour la Défense de l’Agriculture Sicilienne, CODIFAS⁷⁹, a mis en place à partir de 2013 un projet de jardins urbains partagés par des citoyens de la ville de Palerme. En y adhérant, ils ont le droit de cultiver une parcelle de 100m² pour un « prix » de 30 euro /mois. Selon Ambrogio Vario, son président, ces jardins représentent une action de « désobéissance civile » face à un modèle imposé, et inspirée à l’Economie Civile, pour la création d’une agriculture bioéthique, visant à donner aux gens l’opportunité de manger de produits sains et de proximité, tout en cultivant les liens sociaux perdus dans la société moderne⁸⁰, c’est-à-dire un retour à la sociabilité⁸¹.

Enfin, l’intérêt pour la progression de l’agriculture urbaine est une réponse spontanée des citoyens, (parfois avec le soutien et participation de la politique) aussi aux impacts des crises économiques des dernières années. Dans la ville de Detroit aux Michigan le programme municipal « Adopte un lot ⁸²», à travers la création du « Jardin Communautaire de Rue de Georgia »⁸³, a donné à une partie de la masse de chômeurs victimes de la fermée des industries et de leurs familles des éléments de résilience et d’amélioration de la qualité. En Argentine, la ville de Rosario compte, après la crise économique de 2001, sur 800 jardins communautaires qui nourrissent 40.000 personnes et produisent même des surplus qui sont vendus dans les proximités.

A New York, avec l’ONG « New York Sun Works »⁸⁴, ou à Paris, avec les projets Les Mauvaises Herbes⁸⁵ et le potager expérimental AgroParisTech⁸⁶, ou encore dans la ville de

⁷⁸ «Urban and periurban agriculture in latin america and the caribbean: A Reality, FAO et RUAF Foundation.

⁷⁹ Consorzio di Difesa de l’Agricultura Siciliana <http://www.codifas.it/> ; <https://www.facebook.com/codifas>

⁸⁰ Entretien personnel conduite à Palerme en juin 2013.

⁸¹ Bruni et Zamagni, 2004

⁸² « Adopt-a-lot program »

⁸³ Georgia Street Community Garden: <http://georgiastreetgarden.blogspot.fr/>

⁸⁴ Organisation à but non-lucratif qui promeut la durabilité urbaine à travers les écoles <http://nysunworks.org/>

⁸⁵ Projet d’entreprise en économie sociale et solidaire dont la vocation est le développement de potagers productifs et participatifs en ville. <http://lesmauvaisesherbes.org/le-projet/>

⁸⁶ Projet dirigé par Nicolas Marchal et Nicolas Bel, <http://www.agroparistech.fr/+Le-Monde-sur-les-toits-d+.html>

Chennai (Inde) avec l'initiative de 37 terrasses urbaines⁸⁷ conduite par un retraité de 64 ans, les jardins potagers urbains se répandent depuis leur origine avec la Green Guerilla à New-York, dans les années 70⁸⁸, et servent à récupérer les espaces auparavant abandonnés tout en permettant aux citoyens de récupérer leur liberté de décider et interagir sur leur propre alimentation.

Face aux impacts de la mondialisation et à la vulnérabilité d'une part importante de la population mondiale, l'enjeu est aussi celui de nourrir les villes des pays en développement où l'accès à la nourriture n'est pas encore assuré. Dans ces zones géographiques, le pouvoir d'achat de la population est limité et l'augmentation des prix des aliments -de 36% entre 2010-11⁸⁹, aggravée par la spéculation et les conflits, ont entraîné des phénomènes comme les « émeutes de la faim » dans une trentaine de pays ces dernières années, notamment en Afrique. Pour les citoyens pauvres qui destinent à peu près un tiers de leurs revenus à la nourriture, l'autoproduction se révèle un facteur de résilience et d'intégration sociale fort.

Se tournant aux sociétés industrialisées, l'adoption des systèmes agricoles durables non mondialisés ont le potentiel de contribuer à la réduction de l'empreinte écologique des citoyens des pays en « dette » écologique depuis longtemps. Le changement des modes de vie se révèle moins comme une simple tendance que comme une nécessité urgente pour assurer des conditions de vie aux futures générations, principe essentielle du développement durable. En ce qui concerne le gaspillage alimentaire des pays riches, équivalents à près de 222 millions de tonnes par an en 2010, soit la production alimentaire nette de l'Afrique subsaharienne (230 millions de tonnes)⁹⁰, la relocalisation de l'agroalimentaire et la vente directe des produits de la ferme au consommateur constituent aussi un moyen pour combattre un phénomène qui entraîne non seulement la dilapidation des ressources, notamment l'eau, la terre, l'énergie, le travail et le capital, mais aussi des émissions de gaz à effet de serre⁹¹. Selon la FAO, dans ces pays, le consommateur serait suivant poussé à

⁸⁷ « Terrace Garden Chennai » <http://www.terracegardenchennai.com/abouy-roof-garden.htm#3>

⁸⁸ Green Guerilla. URL: www.greenguerillas.org/history

⁸⁹ «World Bank's Food Price Watch. Cité dans *Un million de révolutions tranquilles* de Bénédicte Manier

⁹⁰ <http://www.fao.org/news/story/fr/item/74312/icode/>

⁹¹ FAO

« acheter plus de nourriture qu'il n'en a besoin », les fruits et légumes ainsi que les racines et tubercules ayant le taux de gaspillage le plus élevé.

Face à cette réalité, tous les efforts pour améliorer les conditions de production et d'accès aux produits alimentaires constituent des solutions concrètes aux aspects nuisibles de l'agroalimentaire mondialisé.

(Ré)Inventer une Agriculture Durable et Citoyenne

Les sociétés traditionnelles ou non industrielles connaissent des systèmes d'usage des terres et de production agricole très divers partout dans le monde, certains d'entre eux étant très anciens. La mondialisation a très souvent eu pour effet de les faire disparaître. En réponse, la société civile travaille aujourd'hui pour créer des systèmes comme la gestion communautaire (Community Land Trust⁹² aux USA, UK et Allemagne), l'Épargne Solidaire (Terre de Liens en France⁹³) et les Filières Agroalimentaires Cogérées par les Habitants (Regionalwert AG en Allemagne⁹⁴). En lien direct avec les entreprises civiles de la SEC, les revenus de ces systèmes économiques ne se comptent pas seulement en termes d'argent mais aussi en valorisant leurs impacts sociaux et écologiques. Il s'agit de la création des systèmes durables autogérés à travers l'aménagement du territoire, la relocalisation des emplois et bien sûr de la production des aliments.

Comme les jardins urbains, l'on trouve des expériences qui démontrent la viabilité de ces systèmes, beaucoup plus complexes, partout dans le monde. C'est le cas du village indien de Bidakane⁹⁵ et des groupes formés et dirigés par des femmes, qui ont lancé il y a plus de deux décennies une réforme agraire citoyenne pour une récupération de l'autonomie du village basée sur les principes de l'égalité et du bien commun⁹⁶. Ceci leur a même permis de transformer leur société en dépassant les différences traditionnelles de castes. Grâce à ces

⁹² UK National Community Land Trust Network. URL : www.communitylandtrusts.org.uk/home

⁹³ Terre des Liens France. URL : <http://terredeliens.org/>

⁹⁴ Regional Wert Allemagne. URL : <http://www.regionalwert-ag.de/> et Article de Forum Synergies : URL : http://www.forum-synergies.eu/bdf_fiche-experience-13_fr.html

⁹⁵ Article "In India, Women Farmers Ready to Beat Climate Change"

<http://www.truth-out.org/archive/item/83100:in-india-women-farmers-ready-to-beat-climate-change>

⁹⁶ Voir Economie du Bien Commun

groupes, les communautés sont arrivées à restaurer leur autosuffisance alimentaire en trois ans, sauvant de la faim à des centaines de milliers de personnes. La récupération de l'agriculture paysanne a permis aux femmes du village de continuer à préserver le patrimoine génétique végétal des communautés, et d'élargir leur champ d'action aux questions concernant la santé et l'éducation. Ces systèmes se révèlent comme une nouvelle réalité de gouvernance et d'autonomie politique citoyenne, proche de l'idéal Gandhien du Gram Swaraj⁹⁷, et une démonstration de que « lorsque ce sont les habitants qui gèrent les initiatives, les résultats sont plus satisfaisants qu'en présence des tiers ».

Les systèmes agricoles transformés par une vision citoyenne de la durabilité ont un potentiel encore inexploré par une grosse partie des chercheurs et technocrates du développement durable, en tant qu'espaces de participation civile et de transformation économique et sociale.

⁹⁷ « Autogouvernance des villages ». Voir aussi le site du Kumarappa Institute Of Gram Swaraj : <http://www.kigs.org/>

Chapitre IV. Les Réseaux d'Economie Solidaire en Italie

Les origines de l'Economie Solidaire se trouvent dans les réactions de la société civile face aux mauvaises conditions de travail et de vie des sociétés industrielles. Sans définition officielle, elle trouve une longue tradition en France depuis sa naissance. Connue comme Economie Sociale et Solidaire (ESS), ce secteur est composé d'un nombre pas négligeable de mutuelles, coopératives, et associations de diverse nature. Proches de la gauche et des mouvements ouvriers, ces institutions ont comme principal but celui de faire passer l'amélioration du bien-être de la personne et de la société avant le profit économique, ce qui les distingue des entreprises « traditionnelles » selon la logique capitaliste. L'ESS fédère 10% du PIB français et 10% des emplois distribués dans près de 200.000 entreprises. Elle fait partie aussi de l'agenda économique du gouvernement de ce pays, qui, en juillet 2014, a lancé un projet de loi visant à amplifier le financement des entreprises de l'ESS, et à donner davantage de pouvoir aux salariés et à territorialiser l'emploi⁹⁸.

L'Economie Sociale et Solidaire française est peut être le meilleur exemple pour expliquer la logique exposée par la SEC selon laquelle, face aux imperfections de l'économie de marché, il naît un troisième secteur. Celui-ci étant défini « en négatif » par rapport aux deux termes du modèle de la société de marché, c'est-à-dire le non-état en Europe, et le non-marché en Amérique du Nord⁹⁹. Donc elle est créée par les secteurs concernés pour répondre à un manque d'offre, soit de la part du secteur privé ou de l'Etat, soit pour assurer la satisfaction des besoins de l'homme et son épanouissement dans la société. Par conséquent, l'économie solidaire est fortement ancrée dans le local et dans la proximité. Avec un fort caractère réciprocaire, elle revitalise les échanges extérieurs au marché ou non-monétaires¹⁰⁰.

L'Economie Solidaire et la Réalité Italienne, la Vision Civile

L'Economie Solidaire se présente sous des diverses formes, en France ou ailleurs. Dans le cas italien, elle se présente souvent sous la forme de réseaux formés par des citoyens en prise

⁹⁸Projet de Loi Economie Sociale et Solidaire 2013, Entreprendre autrement pour créer des emplois dans nos territoires. URL : <http://www.economie.gouv.fr/files/pjl-ess-dp.pdf>

⁹⁹Zamagni 2003

¹⁰⁰Laville Jean-Louis, 2007, *L'économie solidaire. Une perspective internationale*, Hachette Littératures

directe avec le territoire. Une définition en est donnée par le Guide d'Economie Solidaire du Projet d'Economie Solidaire Participative de Pise:

« On parle d'économie solidaire lorsque l'on est face à des consommateurs critiques qui se renseignent sur l'histoire du produit, sur son processus de production et sur qui l'a réalisé. Le consommateur est avant tout un citoyen responsable, qui, en choisissant quoi acheter, exerce son pouvoir de consommateur en reconnaissant les produits et les entreprises qui montrent du respect pour l'employé, le consommateur, la société et l'environnement. Producteurs, c'est-à-dire qui produisent dans le respect des critères de durabilité environnementale et sociale¹⁰¹ ».

Un réseau d'Economie Solidaire se définit comme un « réseau ayant comme finalité la réalisation d'un système économique et social, non violent et solidaire, orienté vers l'écologie et le bien commun, construit par la base, qui valorise les relations avant le capital, qui reconnaît une distribution équitable des ressources entre tous, qui donne priorité au respect du milieu naturel et à la communauté. En connexion avec des expériences analogues en Italie et dans le monde¹⁰².

Dans les réseaux d'Economie Solidaire et les Groupes d'Achat Solidaire (Gruppi di Acquisto Solidale, G.A.S), il existe un lien implicite entre l'idée d'économie solidaire et les principes de l'Economie Civile de la SEC. En connaître les raisons pourrait faire l'objet d'une étude plus approfondie, cependant on peut déduire qu'une partie des idées émanant des Ecoles de Milan et de Naples, notamment concernant le rôle des marchés en tant que sujet, et pas « libérés » de toute responsabilité, sont restés dans l'imaginaire des humanistes. D'une autre part, il y a la relation entre les citoyens et les deux autres secteurs de la société moderne que sont les entreprises et l'Etat. Si la relation entre entreprises et citoyens a toujours été conflictuelle à cause de la relation à la fois d'interdépendance et de lutte entre « patron » et « salarié », la crise de l'Etat providence¹⁰³ et les crises politiques et financières de la mondialisation marquent la fin de la confiance en l'état comme protecteur des intérêts publics.

¹⁰¹ Guida all'economia solidale progetto Economia Solidale Economia Partecipata

¹⁰² Rete di Economia Solidale del Sud RESSUD. URL : <http://www.ressud.org/index.php>

¹⁰³ Pierre Rosanvallon, *La crise de l'État-providence*, Paris, Seuil, 1981.

Ce phénomène est sans doute marqué par les dernières crises et la sensation croissante d'insécurité au sein de la population. En effet, l'Institut National de Statistiques italien a publié en 2013 le « Rapport Istat-Cnel » sur le Bien Etre Equitable et Durable¹⁰⁴, montrant que sur une échelle de 1 à 10, la confiance dans les partis politiques et les institutions locales est d'à peine 2,3 et de 4,0 respectivement. Pourtant, la participation citoyenne dans le pays reste significative. Le taux de participation civique et politique¹⁰⁵ est de 67%, et 61,5% des personnes déclarent s'informer de politique, avec une augmentation de l'incidence des médias sociaux. Ce manque de confiance et le symptôme d'une crise internationale sur laquelle la politique n'a pas su donner une réponse effective jusqu'à présent. Les impacts du chômage et la diminution du pouvoir d'achat menacent la stabilité sociale et le bien-être des jeunes, des travailleurs, et des générations futures.

A partir de 2011, le risque de pauvreté dans ce pays était de 15,1% dans le centre et de 34,5% dans le sud, tandis que la satisfaction sur les conditions de vie tombe de 45,8% en 2011 à 35,2% en 2012. Le nombre de jeunes entre 15 et 29 ans qui n'étudient ni ne travaillent est passé de 19,5% en 2009 à 22,7% en 2011 - la crise économique étant la principale cause selon le rapport. Dans le sud ce groupe constitue presque 32% de la population de cet âge.

Avec ces niveaux de sentiment d'insécurité, les relations familiales et sociales en général restent un des piliers de la société italienne. En 2009, près de 76% de la population déclara avoir des amis, de la famille ou des voisins sur qui compter, et 30% de cette même population a rendu des services gratuits. La sociabilité, telle qu'elle a été décrite par la SEC, et aussi un facteur de résilience face à la crise et favorise le développement d'initiatives citoyennes basées sur la réciprocité.

Les Groupes d'Achat Solidaire (Gruppi di AcquistoSolidale – G.A.S)

Les Groupes d'Achat Solidaire sont nés d'une réflexion sur la nécessité d'un changement profond de style de vie. Comme toutes les expériences de consommation critique, elle aussi

¹⁰⁴ Rapporto Bes 2013: il benessere equo e sostenibile in Italia, ISTAT. URL : <http://www.istat.it/it/archivio/84348>

¹⁰⁵ Indicateur défini selon les personnes ayant parlé ou s'étant informé sur la politique au moins une fois par semaine ou ayant participé à des consultations en ligne une fois dans les trois derniers mois.

veut installer une « demande d'éthique » dans le marché, pour l'adresser vers une économie centrée sur la personne et les relations¹⁰⁶.

Le document de base des G.A.S ¹⁰⁷définit un groupe d'achat solidaire comme un « groupe de personnes qui décide de se rassembler pour réfléchir sur sa propre consommation et pour acquérir des produits d'usage courant, tout en utilisant comme critère le concept de justice et de solidarité. »

Cependant, les G.A.S ont différentes origines et formes d'organisation interne. La plupart d'entre eux s'identifient selon les cinq dimensions ou indicateurs de la consommation durable¹⁰⁸ : acheter local, réduire l'impact environnemental, construire solidarité et communauté, agir de manière collective et faciliter la création des nouvelles infrastructures pour l'approvisionnement.

Un G.A.S peut être uniquement un instrument d'économie d'argent, mais il devient solidaire lorsqu'il utilise le critère de solidarité avec la société et avec l'environnement des produits achetés. Sa finalité est donc celle de fournir des biens et des services cherchant à réaliser une conception plus humaine de l'économie, c'est-à-dire plus proche des exigences réelles de l'homme et de l'environnement, tout en formulant une éthique de la consommation critique qui rassemble les personnes au lieu de les séparer dans une logique de satisfaction égoïste.

Les G.A.S ont connu un grand succès pendant la dernière décennie. Après la naissance du mouvement en 2003 à Florence, ils sont aujourd'hui près de 900, sans compter les groupes qui ne sont pas enregistrés dans le réseau national Retegas¹⁰⁹.

Cette croissance pose un défi à l'heure de concilier les principes fondateurs de justice sociale, de réciprocité et de durabilité avec l'efficacité qui permettrait d'avancer dans un projet de transformation du paradigme économique. Cela exige l'adoption d'une structure

¹⁰⁶ Rete GAS. URL : <http://www.retegas.org/>

¹⁰⁷ Documento base dei GAS, *I gruppi di acquisto solidale - Un modo diverso di fare la spesa*. Luglio 1999 da www.retegas.org

¹⁰⁸ « The New Economics of Sustainable Consumption ». Gill Seyfag, 2009. P.62

¹⁰⁹ Rete Nazionale di Collegamento dei G.A.S. URL: <http://www.retegas.org/>

organisationnelle et logistique plus développée qui n'irait pas à l'encontre de la nature fortement locale du phénomène.

Dans le document de base des G.A.S, la question se pose de rester petits mais avec un faible pouvoir d'influence sur le système ou au contraire de s'élargir, avec un risque de perte d'identité et ainsi de rendre difficile la participation démocratique de ses membres. La stratégie serait celle de constituer un réseau de petits groupes couvrant tout le territoire national pour augmenter le nombre d'agriculteurs engagés, avec la mission de « guérir la terre » pour répondre à une demande croissante, tout en limitant l'expansion de la monoculture.

Malgré les différences internes dans le monde des G.A.S, quelques-uns étant plus idéologues que les autres, une étude conduite dans la ville de Rome, a montré qu'un objectif en commun chez ces groupes est celui de « permettre l'accès aux aliments biologiques à un prix équitable », ce qui nous parle de l'efficacité d'un système qui sort de plus en plus de la niche de marché. L'organisation d'un GAS est donc, du point de vue du rapport qualité/prix, une réponse soit au modèle industriel de production des aliments ne garantissant pas de la nourriture saine, soit au système de distribution des aliments biologiques, à prix trop élevés et par conséquent pas équitables.

Les Réseaux d'Economie Solidaire

Les réseaux d'économie solidaire italiens, représentés notamment par le Réseau National d'Economie Solidaire (RES) et le Réseau d'Economie Solidaire du Sud (RESSUD), sont une réponse aux difficultés de coordination entre agriculteurs, G.A.S et les différentes actions agissant selon les principes de l'économie solidaire.

Parmi eux, un des pionniers a été le « Réseau de Lilliput pour une Economie de Justice » (Rete di Lilliput per una Economia di Giustizia¹¹⁰), créé en 1999. C'est le Réseau Lilliput

¹¹⁰ Rete Lilliput. URL: www.retelilliput.org

qui, avec le soutien de l'association de commerce équitable Botteghe del Mondo¹¹¹, des G.A.S, des organisations de la banque éthique, du tourisme responsable et des coopératives sociales, a créé le réseau RES, cherchant de « constituer un bloc au libéralisme économique sans restriction, en se servant des petites actions concrètes servant à un intérêt commun »

112 .

Le Réseau d'Economie Solidaire du Sud, RESSUD¹¹³, rassemble les Districts d'Economie Solidaire, G.A.S, artisans, agriculteurs, entreprises et associations du midi italien visant à renforcer les liens entre les sujet solidaires du sud pour booster et valoriser la présence et les perspectives des territoires dans le parcours évolutif du mouvement national d'économie solidaire.



Image : Distribution géographique des membres de RESSUD. Source : www.ressud.org

Les Districts d'Economie Solidaire, DES, sont des constituants territorialisés, des espace d'union entre les différents Réseaux d'Economie Solidaire et G.A.S d'une région ou d'un espace géographique donné. Les DES peuvent aussi intégrer des acteurs tels que les gouvernements locaux, producteurs et associations liés à des filières spécifiques. A titre général, les DES se composent de :

¹¹¹ Botteghe del Mondo. URL : <http://www.botteghedelmondo.ch/>

¹¹² Carta per la Rete Italiana di Economia Solidale (RES) Mars 2007

¹¹³ Rete di Economia Solidale del Sud. URL : www.ressud.org

- ❖ Entreprises d'économie solidaire et leurs associés
- ❖ Consommateurs et leurs associations
- ❖ Entités d'épargne et de financement des entreprises solidaires et leurs associés
- ❖ Salariés de l'économie solidaire
- ❖ Institutions cherchant à développer l'économie solidaire dans le territoire

Le Réseau « Arcipelago Siqillyàh »

Siqillyàh¹¹⁴ est un réseau formé par des femmes et des hommes, citadins et agriculteurs qui se déclarent « rêveurs » au service d'un nouveau modèle de société juste et solidaire. Ce mouvement est né en 2008 sous la forme d'une association culturelle proposant une autre manière de vivre et de consommer. Comme la plupart des réseaux d'économie solidaire, Siqillyàh est ouvert au plus grand nombre de citoyens à travers toute l'Italie – une partie importante provenant du nord, et du monde (France, Hollande, Espagne, entre autres), comptant plus de 600 adhérents entre consortiums de producteurs, agriculteurs, associations de commerce équitable, G.A.S et mouvements politiques. C'est au sein de cette association qu'a été créé le réseau (presque homonyme) Arcipelago Siqillyah¹¹⁵, composé par une quinzaine d'exploitations et entreprises situées dans l'est de la Sicile. Il s'agit dans la plupart des cas de petits producteurs d'agrumes, amandes, olives et avocats, entre autres, qui partagent les principes de l'économie solidaire et l'amour pour leur île.

Arcipelago naît avec pour but la création d'un circuit économique, au-delà de la coopération sociale et culturelle, entre les producteurs et parties prenantes locales, pour les renforcer afin qu'ils soient capables de répondre à la demande des consommateurs critiques, tout en collaborant à la rencontre entre les expériences du nord et du sud du pays.

Le réseau cherche à attirer de nouveaux membres disposés à s'engager dans son projet social et économique, afin de construire une voie solidaire, unitaire et participative pour la Sicile. Pour ce faire, Arcipelago travaille sur un programme triennal (2010-13) qui comprend une

¹¹⁴ Rete di Economia Solidale Siqillyàh. URL : www.siqillyah.it

¹¹⁵ Arcipelago Siqillyàh. URL : www.siqillyah.com

série d'actions visant au changement positif du territoire tout en engageant non seulement les acteurs traditionnels de l'économie solidaire mais aussi l'administration. Arcipelago cherche aussi à consolider ses liens avec les réseaux du nord et du centre, ainsi qu'avec les DES, pour la coordination d'actions en commun afin de faire grandir le nombre des G.A.S et la qualité de leurs actions.

Comme la plupart des associations d'économie solidaire, Arcipelago Siqillyah se base sur la participation et la coopération, la transparence, la solidarité entre ses membres, le respect pour la nature et le territoire, et enfin la réciprocité dont nous parle aussi l'Economie Civile et qui caractérisent le mouvement solidaire italien¹¹⁶.

Lorsqu'on étudie une organisation ou une institution quelle qu'elle soit, il est logique de se demander quelle est sa structure, et quelles sont les hiérarchies qui ordonnent son fonctionnement. Pourtant, Arcipelago Siqillyah est une organisation dite "sans structure" officielle. En effet, elle n'est basée sur aucune réglementation, ni Président, ni chargé des comptes. Ses membres distribuent tâches et responsabilités en totale transparence.

Par rapport aux grandes exploitations industrielles ils sont considérés comme « petits ». Cependant, leurs principes et leurs engagements sont « grands ». Ils se sont libérés du désir de concurrence, en le remplaçant par celui de la coopération solidaire. Et d'après quelques membres, cela rend les choses beaucoup plus faciles.

Consortium Le Galline Felice

On ne peut pas parler de Siqillyah ou d'Arcipelago Siqillyah sans parler de « Le Galline Felice » (« Les Poules Heureuses »). Toute une institution, ce consortium sicilien pionnier de l'économie solidaire est aussi à l'origine des nombreuses initiatives et projets au niveau régional comme national.

Le Galline Felice a été créé il y a presque une dizaine d'années par l'agriculteur sicilien Roberto Li Calzi lorsque, motivé par la recherche d'une alternative au système agro-

¹¹⁶ Anexe III. "Carta dei Principi di Arcipelago Siqillyah"

industriel, il décide de contacter par e-mail les 240 G.A.S enregistrés à l'époque dans RETEGAS¹¹⁷. Sa ferme était en effet devenue presque non-viable à cause des bas prix et des conditions de paiements. Quand il a commencé à recevoir les réponses des « gasistes », il a pu couper toute relation avec un système qui d'après lui faisait « des produits de la terre des marchandises, les agriculteurs devenant des fournisseurs, et les arbres, des moyens de production considérés en fonction de leur prix ». Cette expérience donne un nouveau sens à son travail : sortir de l'agro-industriel lui a permis de s'engager dans une réalité de personnes intéressées par son travail, ses produits (oranges) mais aussi sa vie.

Ce « réveil » coïncide avec l'augmentation exponentielle du nombre des G.A.S, la qualité de ses produits ainsi qu'avec son engagement sur un projet commun de transformation sociale. L'ensemble de ces paramètres ont fait que la demande pour ses produits a augmenté au-delà même de sa propre capacité de production. C'est ainsi qu'il décide d'inviter des amis de confiance qui comme lui pratiquent l'agriculture biologique.

Le Galline Felice fait allusion à un groupe de poules achetées à un élevage en train de fermer, et qui avaient été libérées dans les champs. Comme les poules qui sortaient de leurs cages et découvraient la nature, Roberto et ses amis se sentaient, en tant que petits agriculteurs, libérés d'un système économique oppressant.

Le Galline Felice est aussi à l'origine du réseau d'économie solidaire du sud et a participé au Forum international pour la souveraineté alimentaire Nyéleni¹¹⁸. En plus, il a permis la création en décembre 2012 du groupe d'achat solidaire « Givré d'Oranges »¹¹⁹, formé sur la métropole lilloise (Nord-Pas-de-Calais) autour des produits de ses membres (notamment des agrumes).

¹¹⁷ Rete Nazionale di Collegamento dei G.A.S. URL : <http://www.retegas.org>

¹¹⁸ Forum pour la Souveraineté Alimentaire. 23 - 27 Février 2007. URL : <http://www.nyeleni.org>

¹¹⁹ Groupe d'Achats Solidaires Givré d'Oranges. URL : <http://givresdoranges.wordpress.com>

Chapitre V. Présentation d'Etude de Cas – Réseau d'Economie Solidaire « Arcipelago Sicillyah »

Problématique

La problématique se déroule autour de la question centrale « Les réseaux d'économie solidaire sont-ils une alternative viable au modèle agroalimentaire mondialisé ? Si oui, à quel degré? », d'où naissent aussi les questions : « Quel est leur impact sur les revenus et la performance financière des producteurs agricoles? », « Est-ce que la demande par rapport au prix payé pour les produits est suffisante pour assurer la durabilité économique des exploitations ? », Quelles sont les projections en termes d'innovation et d'intégration aux autres activités économiques (tourisme, industrie, commerce, éducation) dans la région ? » et aussi « Quelles sont leur limites ? ».

Pour mieux connaître la réalité de ces réseaux l'étude comporte une enquête de terrain au sein du réseau « Arcipelago Sicillyah ». Ce dernier a été élu parmi d'autres réseaux par son caractère de pionnier à niveau national et parce qu'il a la particularité de se trouver dans une région où la participation solidaire n'a pas connu jusqu'au présent le même développement des réseaux du nord de l'Italie. A travers une recherche exploratoire *in situ*, cette étude cherche de répondre à ces questions et d'ouvrir l'analyse à des nouvelles perspectives.

Méthodologie

La première étape de ce travail a été la réalisation d'un état des lieux visant à donner un cadre conceptuel à la recherche, l'identification des institutions académiques ou civiles concernées au niveau européen, italien et international sur le sujet des systèmes agroalimentaires localisés et des économies alternatives à la mondialisation, particulièrement dans les champs de l'agriculture et l'alimentation. De nouveaux principes théoriques et concepts, ainsi que le constat de l'existence d'un phénomène en pleine évolution n'ayant

pas été assez étudié ont permis de formuler des méthodes de collecte et analyse de données pour la réalisation d'une recherche exploratoire.

Cette étape a été réalisée initialement au sein de la Faculté d'Economie de l'Université de Rome – La Sapienza, et a été ultérieurement complétée par une série d'entretiens ouverts avec des académiques et représentants d'organismes tels que la Fondation « Campagna Amica¹²⁰ », Codifas¹²¹ et le Consortium « Le Galline Felici¹²² », ainsi qu'avec une série de discussions avec des adhérents aux G.A.S des différentes villes d'Italie, associations de Commerce Equitable (Cooperativa Quetzal¹²³, Cafe Malatesta¹²⁴) et producteurs (Urupia¹²⁵, Azienda Antico Carrubo, Pastificio Minardo) lors des visites aux exploitations et notamment du « XIIIe Rassemblement National d'Economie Solidaire¹²⁶ » qui a eu lieu à Monopoli, dans la région des Pouilles.

L'établissement des méthodes de collecte, réalisé avec la coopération de l'Université de Catane, a permis la détermination d'outils à utiliser lors de l'enquête de terrain : un questionnaire mixte de 22 questions ouvertes, semi-ouvertes et à choix multiples distribué aux 11 membres actifs d'Arcipelago Sicillyàh. Les questions étaient axées sur quatre sujets : a) Structure productive des exploitations, b) Production, c) Commercialisation et d) Participation Solidaire. Une partie des questionnaires a été renseignée en face-à-face et une autre via e-mail. Les données ont ensuite été mises dans un tableau excel et puis analysées de dans leur ensemble.

¹²⁰ Fondazione Campagna Amica. URL : <http://www.campagnamica.it>

¹²¹ Consorzio di Difesa dell'Agricoltura Siciliana. URL : <http://codifas.blogspot.it>

¹²² Le Galline Felici. URL : www.legallinefelici.it.fr

¹²³ Cooperativa Quetzal <http://www.quetzalmodica.it>

¹²⁴ Café Malatesta. URL : <http://www.caffemalatesta.org>

¹²⁵ Urupia. URL : <http://urupia.wordpress.com>

¹²⁶ IoSbarco!-Puglia; XIII incontro di Economia Solidaire <http://www.respuglia.org/sbarco-2013-a-monopoli>

Résultats

a) Structure productive

Les exploitations étudiées correspondent à des surfaces d'entre 3 et 14 hectares, avec une seule exception correspondant à une surface de 36 ha. La plupart d'entre elles sont destinées à l'arboriculture (agrumes, olives, amandes, avocats), avec presque 85% des revenus correspondant à cette catégorie. En deuxième place se trouve la production des légumes avec 6,6 % et le reste correspondrait aux produits transformés et à l'élevage (volaille) en proportions similaires.

Les niveaux des revenus des exploitations varient d'entre 20 000 € et 50 000 € par an. Dans 50% des cas étudiés, ces chiffres correspondent au total des revenus familiaux. L'autre moitié des entreprises dépendent entre 35% et 70% de l'économie solidaire. Dans ce dernier cas, d'autres activités rémunérées telles qu'un emploi de type universitaire ou public contribuent à l'économie des familles.

Les entreprises d'Arcipelago Siqillyah donnent du travail fixe à entre une et deux personnes, et quatre de manière temporaire, pour la réalisation de certains travaux tels que la taille ou la récolte. Parmi ses membres, une exploitation, « Jancarossa »¹²⁷, participe à un programme d'insertion sociale appelé « Coltivare la Libertà »¹²⁸ (Cultiver la Liberté), qui cherche à donner des opportunités aux détenus des prisons de Syracuse et Raguse, à travers l'intégration au travail agricole chez des petits agriculteurs adhérant à un projet social. Le projet « RisOrti Migranti »¹²⁹ né au sein de la ferme de Roberto Li Calzi, a comme objectif de récupérer des terres incultivées tout en donnant une opportunité de travail, et donc d'indépendance économique, aux immigrés de la région de Sicile qui peinent par ailleurs à trouver des emplois de qualité et des conditions éthiques. Les débouchés pour les produits sont les propres G.A.S et les clients inscrits directement auprès d'un de ses bénéficiaires et gestionnaires, Gurcharan Jit Singh.

¹²⁷ Azienda Jancarossa. URL : <http://www.jancarossa.it>

¹²⁸ Programa di Inserimento Sociale Coltivare la Libertà. URL : <http://www.coltivarelaliberta.org>

¹²⁹ Risorti Migranti. Terri Incolti. Migranti. Comunità. URL : <http://www.gaslife.it/RISORTI-MIGRANTI>

La main d'œuvre représente une grosse partie des coûts de production chez les membres d'Arcipelago. Elle en compte en moyenne 50%, et dans quelques cas même entre 70 et 80%. Malgré cela, le travail éthique, c'est-à-dire respectant pas seulement la loi mais valorisant également le travail et la personne qui le réalise, est un des principes les plus importants défendus par l'association, dans un milieu où le travail dans des conditions pénibles est bien connu, notamment chez les immigrants venus dans la région pour participer aux récoltes.

Seulement quelques membres, notamment ceux tournés vers l'hospitalité, comptent sur le travail de volontaires qui trouvent les fermes à travers des réseaux comme le « woofing ¹³⁰», ou « HelpX¹³¹ » ce qui leur permet de réduire les dépenses jusqu'à près de 50%.

Le retour de l'agriculture paysanne et de l'indépendance du système agroalimentaire dépendent en grande partie de la capacité des communautés à garder et gérer le patrimoine génétique. S'agissant dans la plupart de cas d'exploitations arboricoles, l'on trouve la présence de plusieurs variétés autochtones d'olives (Zaituna, Coratina, Moresca) et agrumes (Arancio Vaniglia) entre autres. Cependant, en ce qui concerne la production horticole, beaucoup moins « importante » en volume, l'origine de la plupart des plantes se trouve dans les marchés. Malgré cela, la région de Sicile compte sur une large quantité de variétés locales de solanacées, cucurbitacées et bien sûr de blé, chacune adaptée aux conditions naturelles de sa région d'origine, ce qui leur donne la capacité de se développer et de (re)produire sans la nécessité de conditions spécifiques des variétés commerciales, la plupart d'entre elles hybrides.

Comme la plupart des agriculteurs européens, la majorité des membres d'Arcipelago Sicilyàh comptent sur des aides financières pour soutenir leurs activités. Ces aides ont comme origine dans 90% des cas la PAC ainsi que des soutiens spécifiques à l'agriculture biologique certifiée. L'incidence des aides sur le revenu des exploitations est d'entre 10% et 30%.

¹³⁰World Wide Opportunities on Organic Farms: URL : <http://www.woofindependents.org>

¹³¹ Help Exchange : URL : <http://www.helpx.net/>

b) Production

La totalité des producteurs participant à cette étude s'inscrivent dans l'agriculture biologique. Parmi eux, seulement deux ne sont pas certifiés auprès des organismes officiels, à cause de la bureaucratie et en partie de la conviction selon laquelle la confiance et la transparence peuvent suffire pour garantir la qualité d'un produit. Cependant, l'accès aux marchés et aux aides imposent la nécessité d'un soutien « officiel » pour la plupart des adhérents au réseau. Il s'agit d'organismes nationaux et étrangers selon les besoins de chaque producteur : Bioagricert, Ecogruppo Italia, Biosuisse, Suolo e salute, et ICEA.

La bureaucratie a été signalée comme principale barrière à la certification, étant donné que le prix n'arrive pas à avoir un impact sur les coûts. Dans ce contexte, le propre réseau formé par Arcipelago Sicilyah – Sicilyah – Le Galline Felice et les G.A.S, constitue une sorte de Système Participatif de Garantie¹³² « informel », qui a le potentiel de se transformer en une alternative concrète aux organismes de certification traditionnels, dans la mesure où les produits sont vendus à proximité (physique et relationnelle).

La production biologique implique de renoncer aux mécanismes qui forcent cette même production, ce que oblige les producteurs à chercher la manière d'obtenir des rendements suffisants pour assurer la durabilité économique des exploitations. D'après les participants de l'étude, la productivité serait en moyenne 30% plus basse par rapport à l'agriculture conventionnelle dans la même région. Cette « faiblesse » est compensée notamment par les prix accordés dans les circuits courts et G.A.S.

En termes techniques, les agriculteurs mettent en place des pratiques d'agro-écologie afin de gérer les ressources disponibles sur leurs terres tout en respectant les cycles naturels. La plupart des exploitations utilisent les paillis, la lutte biologique et les cultures intercalaires comme la « milpa¹³³ », connue en Italie comme « le tre sorelle ». Une partie des agriculteurs

¹³² Les SGP sont des systèmes d'assurance qualité orientés localement. Ils certifient les producteurs sur la base d'une participation active des acteurs concernés et sont construits sur une base de confiance, de réseaux et d'échanges de connaissances » IFOAM, Fédération Internationale des Mouvements d'Agriculture Biologique. URL : <http://www.ifoam.org>

¹³³ Milpa ou « Les trois sœurs ». URL : http://www.biologiques.org/index.php?option=com_content&view=article&id=155:milpa-agroecosystemes-dans-le-yucatan-aux-mexique&catid=102&Itemid=522

incorpore du compost produit sur place et la rotation avec des légumineuses pour augmenter le potentiel productif du terrain.

c) Commercialisation

Le principal canal de commercialisation chez les membres d'Arcipelago Siqillyah est celui des G.A.S, avec une incidence allant jusqu'à 75% des ventes chez quelques producteurs. Cependant les canaux traditionnels de commercialisation restent encore très prégnants.

Les destinations sont diverses, les G.A.S du nord de l'Italie étant les plus importants, ainsi que quelques réseaux de producteurs biologiques (Rete Bio Emilia Romagna), ainsi que les pays voisins comme la France et la Suisse.

Parmi les principaux avantages de ce système de commercialisation, les membres de Siqillyah déclarent que les relations humaines générées suite au contact direct avec les « clients » produisent une grande satisfaction personnelle ; la rémunération juste et ponctuelle de leur travail ainsi que les rapports éthiques créent un espace de confiance mutuelle.

Les désavantages ou principales difficultés concernent un système logistique inachevé et la gestion commerciale et comptable. Une autre pierre d'achoppement sont les habitudes des clients qui demandent des services supplémentaires, voire une « personnalisation » des ordres, ainsi que des standards de « qualité » liés à l'aspect des produits comme ceux que l'on trouve souvent dans la grande distribution. Dans ce sens, Monica Fiumara ; membre du réseau signale qu'une meilleure éducation alimentaire parmi la population permettrait de comprendre que les aliments produits naturellement ne peuvent pas répondre aux mêmes critères imposés par exemple par les normes internationales (mentionnées dans le premier chapitre de ce rapport).

d) Participation Solidaire au sein d'Arcipelago Siqillyàh

La plupart des agriculteurs sont des membres fondateurs ou y participent depuis plus de trois ans. Ils déclarent avoir été motivés par la recherche de solidarité, de dialogue, de relations et par la participation en réseau vers un changement du système économique de la société. Pour eux, « coopérer et mieux que concurrencer. »

Les échanges à l'intérieur du grand réseau Siqillyàh sont très variables selon les cas, allant de 5% à 70%. En ce qui concerne l'aspect local, les ventes dans la région sicilienne ne représentent pas plus de 18% du total des ventes des membres. Cela s'expliquerait par la forte incidence des G.A.S du nord du pays et la proportion des ventes aux canaux traditionnels, ainsi que par un plus faible développement des G.A.S dans le sud par rapport notamment au centre du pays.

La participation solidaire a impliqué pour la plupart des membres une certaine adaptation de leurs pratiques, ils ont appris à travailler en coopération au sein des consortiums et du réseau, et la collaboration technique ou même financière. Comme une façon de réduire l'impact sur les coûts et d'assurer la viabilité, le partage des moyens de production ou même l'utilisation de main d'œuvre en tant que consortium permet d'assurer des postes de travail et la viabilité économique des exploitations.

Parmi les principales priorités pour les membres d'Arcipelago Siqillyah, la plus importante est celle de construire un système plus solidaire en communauté, ainsi que la réduction de l'impact de l'agriculture sur l'environnement, favorisant la localisation et le « kilomètre 0 ». Malgré l'insuffisance du système logistique exprimé par les propres membres, la recherche de nouvelles infrastructures pour la vente directe ne semble pas être en tête des priorités chez les producteurs, ce qui pose la question de la relation entre principes, pratiques et viabilité.

Conclusions

L'agriculture est un des secteurs les plus fortement touchés par la mondialisation. Les petits agriculteurs et les pays où l'agriculture représente une activité de subsistance sont les plus sensibles aux effets négatifs des politiques de libéralisation des dernières décennies.

Tant du point de vue des producteurs comme des consommateurs, les politiques conseillées par les grandes institutions de l'économie mondiale, ainsi que les pratiques des grands groupes économiques du monde financière et de l'agroalimentaire, vont à l'encontre des intérêts des citoyens, paysans et citadins, tant des pays en développement comme industrialisés.

La mondialisation est la concrétisation d'une idéologie économique de caractère libérale. Les possibilités d'en bénéficier ne sont pas les mêmes pour toutes les parties prenantes et ses effets contradictoires mettent en risque les objectifs internationales de sécurité alimentaire et du développement durable. Une pensée économique unique qui met en avant l'efficacité productive et les profits globaux, néglige la dimension humaine et l'ensemble d'aspects sociaux et écologiques qui jouent sur les systèmes agroalimentaires dans un monde en crise.

Cela dit, des alternatives à la mondialisation naissent de la société civile, de l'agriculture aux finances, cherchant non seulement d'échapper les externalités d'un système « menaçant », mais en proposant un changement de paradigme et agissant pour transformer l'économie selon les principes de la réciprocité et d'une solidarité envers les personnes et l'environnement.

Le travail des acteurs de la société civile comme le réseau « Arcipelago Siqillyah », dans la région de Sicile, n'est pas facile puisque ils doivent faire face à des grandes difficultés pour « concurrencer » avec un système puissant et omniprésent, en assurant la viabilité économique des projets solidaires. Dans ce sens, la coopération à niveau régional, national et internationale se révèle comme une arme de lutte pour des citoyens qui partagent les mêmes principes et engagement pour changer une réalité qui touche à tous. Cependant cette volonté nécessite d'une analyse stratégique, une étude plus approfondie des avantages et faiblesses des sujets et des organisations de l'économie solidaire, ainsi que des méthodes

de gestion et systèmes logistiques adaptés, afin de les rendre plus efficaces en tant que alternative concrète et viable pour un nombre plus large de producteurs et consommateurs, tout en assurant la dimension locale qui leur est caractéristique.

Toute analyse réalisée sur cette réalité doit prendre en compte les limites des méthodes traditionnelles, et intégrer des critères permettant de leur donner une juste valorisation. Des nouveaux outils de valorisation et de certification, tels que le bilan du bien commun et les systèmes participatifs de garantie, commencent à être adoptés volontairement par les propres acteurs, ce qui révèle la profondeur des changements que la société est en train d'expérimenter.

Des travaux de recherche exploratoire sur ce sujet ont été déjà conduits avec des diverses approches, notamment aux EUA, Angleterre, France et Italie, et aujourd'hui un nombre de plus en plus important de sujets du milieu académique, politique, ou même privé, reconnaît le potentielle de changement des initiatives nées et gérées au sein de la société civile. On serait en présence d'une évolution dans la pensée économique mais aussi dans la conception du développement et des rôles de chacun des acteurs dans un système qui nécessite de se tourner envers les besoins des personnes, ce qui inclue nécessairement toute préoccupation environnementale. Dans ce contexte, les institutions de recherche ont dans leurs mains l'opportunité de contribuer à ce processus de changement en orientant leur travail à l'amélioration des systèmes agricoles et des économies créées au sein de la société civile sur des principes solidaires.

L'expérience d'un réseau déjà constitué et en plein fonctionnement est une source de connaissance tant pour la recherche comme pour des nouveaux acteurs cherchant des voies alternatives. Dans ce sens, la disponibilité et diffusion d'information sur les expériences d'économie solidaire ouvrent l'espace au débat sur la capacité réel de la société civile de donner solution aux grands problèmes de notre société.

Bibliographie

- ABRAHAM Y.M et AL. « Décroissance versus Développement Durable, 2011
- ARFINI, F., “Local Agri-food Systems in a Global World: Market, Social and Environmental Challenge, 2012
- BRUNI, L. Civil Happiness, Economics and human flourishing in historical perspective, Ed. Routledge, 2006
- BURLANDO R. et SURIAN A. “Economia Solidale, Cooperazione e Mercato: Le Alternative Economiche Possibili”. 2009
- BRUNORI G et LARI A. “Strategie per il consumo sostenibile: dall'efficienza alla sufficienza”. 2012
- ADDA, Jacques, « La Mondialisation de l'Economie », 2007
- BRUNI et ZAMAGNI, “Economia Civile, Efficacità, Equità et Felicità Pubblica”, 2004
- CHIORRI M. “Orticultura biologica e filiera corta: alcuni casi di studio”, 2013
- CHESNAIS, F., « La Finance Mondialisée, La Découverte », 2004
- GIDDENS Ch., “The Consequences of Modernity”, 2002
- DUPIRE Ph., « Famille, besoin, travail et société civile chez hegel », 2000
- ESPING-ANDERSEN, G. « Les trois mondes de l'Etat-providence. Essai sur le capitalisme moderne », 1999
- GALASSO, A. “Nuovi canali di vendita: mercati di Campagna Amica e gruppi di acquisto”, 2013
- HUBERT, K., « Inégalité, redistribution et politiques publiques », Idées économiques et sociales, 2008
- LAHIRI, SAJAL, “Cross-Border Lobbying and External Tariffs in Preferential Trading Agreements”. 2009
- LATOUCHE, S. « Le Pari de la Décroissance », 2012
- LI CALZI, R. Consorzio siciliano Le galline felici Tavolo per la rete italiana di economia solidale, Il capitale delle relazioni, Altra Economia, Milano(2010)
- JEVONS, “Theory of Political Economy”, 1871

- MARINO, D. "Esperienze di filiera corta in contesti urbani. Alcuni casi studio", 2003
- MUCHNIK, J.. Le temps des Syal : techniques, vivres et territoires / coordinateurs José Muchnik, Christine de Sainte-Marie ; collab. Bernadette Leclerc. 2012
- MUCHNIK, J. et Al. « Systèmes agroalimentaires localisés : état des recherches et perspectives ». 2008
- MUCHNIK, J. « Systèmes agroalimentaires localisés: les lieux, les mets et les mots ». ISDA 2010, Montpellier 28-30 Juin 2010
- MOULIAN, T. "El consumo me consume" (La consommation me consomme). 1998
- MARTINEZ, S., « Local Food Systems, Concepts, Impacts, and Issues » (Systèmes Agroalimentaires Localisés, Concepts, Impacts et Difficultés). US Department of Agriculture, 2010
- MUCHNIK, Jose. Systèmes agroalimentaires localisés : État des recherches et perspectives, José Muchnik-Javier Sanz Cañada-Gerardo Torres Salcido. Cahiers Agricultures. 2008
- REQUIER-DESJARDINS, Denis. L'évolution du débat sur les SYAL : le regard d'un économiste. 2010.
- MOREIRA M., "Agriculture and food in the globalization age". Université de Lisbonne, 2008
- NEVEN Damien, "Ownership, performance and national champions". 2009
- PAPY, François. Le système de culture : un concept riche de sens pour penser le futur. Cahiers Agricultures. 2008
- REAU R. et DORE T. Systèmes de culture innovants et durables : quelles méthodes pour les mettre au point et les évaluer ? / Coordination– 2008
- ROSANVALLON, P. « La crise de l'État-providence », Paris, Seuil, 1981.
- RASTOIN, J.L. "La mondialisation des échanges agroalimentaires", Économies et sociétés, 2000.
- STIGLITZ, Joseph. Globalisation and its discontents, 2002
- SMITH, Adam. Recherches sur la nature et les causes de la richesse des nations, 1776
- SANZ CAÑADA ET MUCHNIK, « Introduction : Ancrage et identité territoriale des systèmes agroalimentaires localisés », Économie rurale [En ligne], 322 | mars-avril, mis en ligne le 30 mars 2013.

SASSI, M. “I distretti agroalimentari di qualità e rurali nella letteratura economico-agraria italiana, 2009

SKLAIR, Leslie. “Democracy and the Transnational Capitalist Class”, 2002

ZAMAGNI S. “Perché la decrescita non è la soluzione”, , 2012

PECQUEUR, B, « Le tournant territorial de l'économie globale », Espaces et sociétés, 2006

Article : Sécurisation alimentaire et innovations dans l'agriculture et l'agroalimentaire : vers un nouvel agenda de recherche ? Une revue de la littérature. Cahiers Agricultures. Volume 21, Numéro 5, 293-301, Septembre-Octobre 2012, Synthèse.

Article: “Urban and periurban agriculture in latin america and the caribbean: A Reality, FAO et RUAF Foundation.

Article: “In India, Women Farmers Ready to Beat Climate Change”

Article: Sistemi agroalimentari localizzati / Localised Agri-Food Systems. Sviluppo Locale N. 35/2010 anno XIV, pp. 160

Article: “Home Sweet Home: The New American Localism”

<http://www.npr.org/2011/12/13/143538472/home-sweet-home-the-new-american-localism>

Article: José Muchnik, «Sistemas agroalimentarios localizados : evolución del concepto y diversidad de situaciones », III Congreso Internacional de la Red SIAL, 21 Octubre 2006

Rapport : La mondialisation des échanges en agriculture en agriculture, effets bénéfiques ? Une analyse ex post sur la base d'étude de cas, Groupe AGEKO. 2007

Rapport: Global Food Losses and Food Waste, FAO, 2001

Rapport: Rapporto Bes 2013: il benessere equo e sostenibile in Italia. ISTAT, 2013

Anexes

- I. “Carta Per La Rete Italiana Di Economia Solidale (Res)”
- II. Liste de Membres Réseau d'Economie Solidaire « Siqillyah »
- III. “Carta Dei Principi Dell'arcipelago Siqillyah”